

19. JAHRGANG / ANNEE / VOLUME

4 / 1962

früher / antérieurement / formerly:  
NATION UND STAAT

# EUROPA ETHNICA

Vierteljahresschrift für Nationalitätenfragen  
Mit offiziellen Mitteilungen der  
„Föderalistischen Union Europäischer Volksgruppen“

Revue trimestrielle des Questions ethniques  
Contenant aussi des Communiqués officiels de  
«l'Union Fédéraliste des Communautés Ethniques Européennes»

A Quarterly Review for Problems of Nationality  
Containing Official News of the  
“Federal Union of European Nationalities”



Herausgeber / Editeurs / Editors:

Guy Héraud, Strasbourg, France

Johann Wilhelm Mannhardt, Marburg a. d. L., BRD.

Povl Skadegard, Rolighed, Rungsted Kyst, Danemark

Theodor Veiter, Feldkirch und Wien, Österreich

Eigentümer und Verleger / Propriétaire et éditeur / Proprietors and Publishers

**WILHELM BRAUMÜLLER**

Universitäts-Verlagsbuchhandlung Ges. m. b. H.

WIEN IX

INHALT / SOMMAIRE / CONTENTS:

	Seite
La Langue Maternelle (Hendrik De Man).....	145
Pierre Naert-Pourquéry: Que signifient les frontières linguistiques? .....	146
Ludwig Bernauer: Sprachfragen im schweizerischen Kanton Freiburg .....	149
Guy Héraud: Les Iles Normandes.....	167
In Memoriam.....	168
Dr. Walter Kolarz.....	
Vom Leben der Volksgruppen.....	168
Baltische Länder: Minderheiten in Estland. — Belgien: Données statistiques sur la répartition ethnique de Grand-Bruxelles. — Griefs de la vallée des Fourons. — Bundesrepublik Deutschland: Landtagswahlen in Schleswig-Holstein. — Dänemark: Steigende deutsche Schülerzahlen in Nordschleswig. — Menschen im Grenzland. — Frankreich: Internationaler Keltischer Kongreß. — Um die deutsche Sprache im Elsaß. — Italien: Görzer Erzbischof an die Slowenen. — Aus dem slowenischen Vereinsleben in Triest. — IV Congres Internazionale di Ladins. — Ill-treatment Proved. — State of Negotiations on South Tyrol. — Jugoslawien: Slowenisches Jugendseminar über nationale Minderheiten. — Tagung italienischer Lehrer. — Amnestiegesetz mit Einschränkungen. — Mitteldeutschland (Sowjetzone): Die Frage der Sorben. — Österreich: 40-Jahrfeier des Klubs der Kärntner slowenischen Akademiker in Wien. — Jahresbericht des slowenischen Gymnasiums. — Burgenländische Minderheitenf�hrer bei Bundeskanzler Dr. Gorbach. — Forschungsinstitut für den Donauraum. — Schweiz: Die Sprachenfrage in der Schweizer Armee. — Walsertreffen in Saas Fee. — „Svizera italiana“ eingestellt. — Fête du peuple jurassien. — „Staat und Volk in der Schweiz.“ — Sowjetunion: Deutschunterricht für sowjetdeutsche Kinder. — La situation des Juifs. — Spanien: Kataloniens Wille zum Eigenleben. — Ungarn: Schulwesen der deutschen Volksgruppe. — Für ein ungardeutsches Kulturmuseum. — Nationalit�tenfestival im Pinkatal.	
Materialien.....	182
Pour la défense des langues des minorités. — Theorie und Praxis der Nationalitätenfrage vom Sowjetstandpunkt. — Entschließungen der IV. nordischen Samekonferenz.	
Literaturberichte.....	188

Erscheinungsweise: Vierteljährlich / Paraissant tous les trois mois / Published quarterly

Abonnement für 1 Jahr / Abonnement par 1 année / Subscription for 1 year } 6. S 136.—, DM 22.—, sfr. 24.—, US Dollar 6.—

Manuskripte und Mitteilungen erbeten an / Prière d'adresser manuscrits et informations   / Manuscripts and correspondence should be sent to:

Wilhelm Braum ller, Universitäts-Verlagsbuchhandlung Ges. m. b. H., Wien IX, Servitengasse 5

Eigenthümer und Verleger / Propriétaire et  diteur / Proprietors and Publishers:

WILHELM BRAUMÜLLER Universitäts-Verlagsbuchhandlung Ges. m. b. H., Wien IX, Servitengasse 5

Anschriften der Herausgeber / Adresses des éditeurs / Addresses of the Editors:

Guy Héraud, Professeur   la Faculté de Droit, 11, rue de la Brigade A. L., Strasbourg  
Johann Wilhelm Mannhardt, o. Univ.-Professor, Leiter der Deutschen Bunde, Rotenberg 21,  
Marburg a. d. L.

Povl Skadeg rd, Ministerialrat, Generalsekretär der FUEV, Rolighed, Rungsted Kyst, Danemark

Rechtsanwalt Dr. Theodor Veiter, Feldkirch, Schlo graben 16, Vorarlberg

Verantwortlicher Redakteur / Rédacteur responsable / Managing Editor:  
Karl Zrounek, Wien XIX, Kr pfenwaldgasse 84

Druck: Friedrich Jasper, Wien III.

La Langue Maternelle

*est autre chose et plus que la langue de la mère; elle est elle-même la mère de l'être spirituel. Elle n'est pas seulement le moyen technique d'exprimer un contenu intellectuel quelconque; ce contenu lui-même est déterminé, voire en grande partie crée par elle.*

Hendrik De Man (Au-delà du marxisme).

## Que signifient les frontières linguistiques?

Par Pierre Naert-Pourquéry

Par «frontières linguistiques» il est ici entendu aussi bien frontières de langues que frontières de dialectes. En effet, comme l'a très bien formulé le grand linguiste américain *Edward Sapir* (*Language* 1921), «Les termes de dialecte, langue, branche, famille — cela va sans dire — sont des termes purement relatifs. Ils sont convertibles l'un en l'autre en même temps que notre point de vue s'élargit ou se contracte.» Si le français, l'occitan et le franco-provençal doivent être considérés comme des langues par rapport à leurs dialectes, on peut les considérer comme des dialectes par rapport à l'ensemble roman considéré comme une langue par rapport à l'ensemble européen. Et le basque étant isolé ne peut pas être considéré comme autre chose qu'une langue.

Le texte sur lequel est basée la politique linguistique gouvernementale de notre pays est toujours celui de la déclaration de la Convention en date du 15 prairial an II: «Citoyens, qu'une sainte émulation vous anime pour bannir de toutes les contrées de France ces jargons qui sont encore des lambeaux de la Féodalité et de l'Esclavage.»

Certes, précédemment, il y avait eu l'ordonnance de Villers-Cotterets de 1539, qui prescrivait l'emploi exclusif du français dans les actes judiciaires du royaume, et depuis la conquête de l'Occitanie et des autres provinces périphériques de la France actuelle, les rois avaient toujours essayé d'étendre l'usage du français, c'est-à-dire de leur propre dialecte d'Ile-de-France, mais il n'avait jamais été question de persécution systématique et organisée des langues minoritaires et des dialectes. La preuve en est qu'à l'époque de la Révolution pratiquement aucun natif de région minoritaire ou dialectale ne savait que le français. Les témoignages ne manquent pas.

Il est inutile de spéculer sur les causes de l'hystérie jacobine qui dicta la déclaration que l'on vient de voir. Par contre il est urgent de porter à la connaissance du public les deux faits suivants. Premièrement, malgré tout le zèle des gouvernements post-révolutionnaires à réaliser le programme en question, les langues et les dialectes — sauf ceux les plus proches de Paris — ont remarquablement résisté jusqu'à l'époque de nos grands-parents. Ensuite, un linguiste d'aujourd'hui manque de mots pour caractériser l'absurdité des termes de la déclaration jacobine. C'est à ce dernier point que je vais ici m'arrêter un moment.

Certes la «microdialectologie», c'est-à-dire la dialectologie qui s'occupe de l'étude des moindres détails des dialectes, trouve — et même sans grande difficulté — quelques coïncidences entre ces détails et les anciennes frontières féodales, mais dans les grandes lignes on n'aperçoit aucun rapport. La meilleure confirmation de l'absurdité de la thèse jacobine est fournie par une comparaison de la carte des grands ensembles dialectologiques de l'Allemand et de la carte de la poussière d'états qu'étaient les pays de langue allemande avant Bismarck!

Une première vérité apparaît au contraire cette dernière représentant les étapes principales de l'extension des Germains en territoire celte et carpo-dace, à partir d'un habitat primitif dans le nord. La concordance est trop étendue pour qu'on n'ose pas conclure: les grandes lignes de la carte dialectologique de l'Allemagne reflètent en majeure partie les différents dosages de mélange des Germains avec les Celtes et

les Carpo-daces: mélange zéro au nord, mélange important dans la bande médiale, forte survivance d'éléments celtes au sud. Les trois groupes dialectaux de l'espagnol correspondent aussi aux trois étapes de la «reconquista» sur les Arabes.

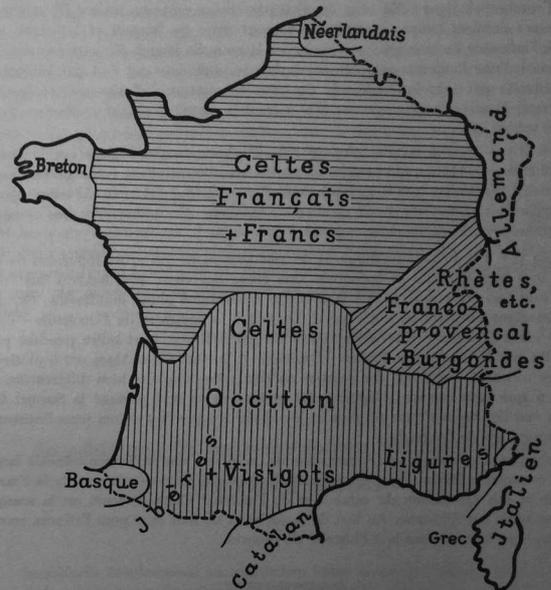


Fig.: La France linguistique et ethnique. L'élément ethnique roman est sous-entendu.

La même explication vaut pour la France. Que les Flamands, les Alsaciens, les Bretons et les Basques soient des peuples particuliers est trop évident pour y insister. Mais il est aussi manifeste que les trois domaines linguistiques de la France romane — français, franco-provençal et occitan — correspondent à une zone de forte germanisation par les Franks, portant sur les populations les plus purement celtes de France; une zone de germanisation moins profonde par les Burgondes, portant sur un mélange de Celtes et de peuples alpins; et une zone de germanisation seulement superficielle par les Visigots, portant sur des populations mêlées de Celtes et de leurs prédécesseurs ibères et ligures (voir fig.). C'est cette diversité de la population préromane, jointe à la diversité de l'influence germanique et à sa profondeur très différente dans les

trois zones qui semblent être les causes principales de la segmentation du latin vulgaire dans les trois langues précitées.

C'est là le facteur *ethno-linguistique* de la différenciation linguistique. Dans ce terme l'accent doit être mis sur «linguistique», et «ethnique» ne doit pas être pris au sens d'«anthropologique». En effet on n'est pas encore parvenu, malgré d'énergiques efforts ces derniers temps, à établir un rapport entre les langues et les races; par contre, l'influence de la langue antérieure sur la nouvelle langue d'une population, ou l'influence d'une langue superposée sur la langue antérieure qui finit par triompher, est reconnue par tous les linguistes. La première catégorie d'influence est appelée «substrat», la seconde «superstrat». Il y a aussi l'«adstrat», qui est l'influence d'une langue voisine.

Mais il y a aussi le facteur *géographique*. Il n'est que trop évident que le Massif Central forme un bastion qui protège un territoire sud formant une unité géographique assez nette. Or il n'est que dans l'ordre des choses que les habitants de telles régions aient plus de rapports entre eux qu'avec les habitants de régions naturelles orientées vers un autre point de l'espace.

Enfin il y a le facteur *politique*. Il ne joue cependant que si les influences de cet ordre sont plus durables et coercitives que celles des vieux états féodaux aux frontières sans cesse changeantes et à la politique linguistique plutôt indifférente. Or, que nous enseigne l'histoire de notre pays? De 476 à la conquête de l'Occitanie — déguisée comme on sait en croisade contre les Albigeois —, c'est-à-dire pendant près de mille ans, le nord de la France, l'Occitanie et la région des Alpes ont à plusieurs reprises constitué des Etats, des empires ou des unions féodales bien différenciés. Et il n'y a que cent ans que Napoléon III et Cavour se sont partagé la Savoie! Cet ancien état de choses n'était pas plus de la «féodalité» que l'est de nos jours l'existence du Portugal ou de l'Autriche.

Etant donné que ces trois facteurs, comme on le voit, ont en France coïncidé largement, comment s'étonner de notre tripartite linguistique (je ne parle que de la France romane et fais abstraction du catalan et de l'italien)? Cette diversité est la marque de deux mille ans d'histoire. Au lieu de la renier et de tout faire pour l'effacer, reconnaissons-la et transmettons-la à l'histoire de demain.

#### Zusammenfassung

Die Sprachpolitik der französischen Regierung gründet sich auch heute noch auf der Erklärung des Konvents vom 15. Prairial des Jahres II (3. Juni 1794), die die Dialekte als Relikte des Feudalismus und der Sklaverei verdammt, die aber trotz aller Verfolgungen der nachrevolutionären Regierungen sich bis in unsere Zeit erhalten haben. Vom Standpunkt der heutigen Sprachwissenschaft erscheint die Erklärung des jakobinischen Konvents völlig sinnlos: zwischen den alten Feudalgrenzen und den Dialekten bestehen — wenn man von kleinen Details absieht — keinerlei Beziehungen. Betrachtet man z. B. die Dialektgruppen Deutschlands, so erkennt man, daß die Grenzen zwischen den drei großen Mundartgruppen des deutschen Sprachgebiets nichts anderes widerspiegeln als den Grad der Mischung zwischen Germanen und Kelten bzw. Karpathaziern. Im Norden war diese Mischung gleich null, in Mitteldeutschland ziemlich bedeutend, im Süden aber hielten sich die keltischen Elemente

stärker. Ebenso entsprechen die drei Dialektgruppen des Spanischen den drei Etappen der „Reconquista“. Die gleiche Erklärung gilt für Frankreich. Die drei Sprachgebiete des romanischen Frankreichs (das Französische, das Frankoprovenzalische und das Okzitanische) entsprechen einer Zone starker Germanisierung durch die Franken im rein keltischen Norden, einer Zone weniger gründlicher Germanisierung durch die Burgunden im mittleren Ostfrankreich, das durch eine Mischung von Kelten und alpinen Völkern bewohnt war, und einer Zone bloß oberflächlicher Germanisierung durch die Westgoten in dem von einer keltisch-iberisch-ligurischen Mischbevölkerung besiedelten Süden. Die Verschiedenheit der vorrömischen Besiedlung und der verschieden starke germanische Einfluß scheinen die Hauptursachen der Entwicklung dreier Sprachen aus dem Vulgärlatein auf französischem Boden gewesen zu sein. Neben dem ethnisch-linguistischen Faktor, der als Substrat, Superstrat oder Adstrat zur Geltung kommt, müssen aber auch der geographische Faktor (z. B. der Einfluß des Zentralmassivs) und der politische Faktor berücksichtigt werden, der aber nur bedeutsam wird, wenn die politischen Einflüsse längere Zeit hindurch und zwingend wirken. Nun haben aber die verschiedenen Teile Frankreichs im Laufe ihrer Geschichte ganz verschiedenen Staaten und Lebensgemeinschaften angehört. So haben alle drei Faktoren zu der sprachlichen Dreiteilung Frankreichs, die das Ergebnis einer zweitausendjährigen Geschichte ist, zusammengewirkt. Statt diese Mannigfaltigkeit zu leugnen oder zu verwischen, sollten wir sie anerkennen und an die Zukunft weitergeben.

(Pierre Naert-Pourquéry, Professeur à l'Université de Turku)

## Sprachfragen im schweizerischen Kanton Freiburg

Von Ludwig Bernauer

### I.

Sprachliche Minderheiten im rechtlichen Sinne kennt die Schweiz nicht. Die vier im Lande gesprochenen Sprachen, Deutsch mit 74,4%, Französisch mit 20,6%, Italienisch mit 4,1% und Rätoromanisch mit 1,3%<sup>1</sup> sind grundsätzlich gleichberechtigt. Die Mehrsprachigkeit ist ein Wesensmerkmal schweizerischer Staatlichkeit, und die Idee einer schweizerischen „Nation“ fußt daher notwendigerweise auf dem Begriff der Staatsnation<sup>2</sup>. Artikel 116 der schweizerischen Bundesverfassung (BV), welcher bestimmt, daß alle vier Idiome Nationalsprachen des Bundes seien, hat sich von seiner Bestimmung, die nach Entstehungsgeschichte und Stellung innerhalb der Verfassung ursprünglich lediglich die Sprachregelung für die Bundesbehörden war, immer mehr zur Grundlage für das Sprachrecht, soweit es in die Kompetenz des

<sup>1</sup> Von Schweizern gemäß der Volkszählung von 1960 gesprochene Sprachen.

<sup>2</sup> Daß mindestens welschschweizerische (französischsprachige) Verfasser keinen Widerspruch darin sehen, sich trotzdem zu ihrer Kulturgemeinschaft zu bekennen, zeigt Lombard, S. 25.

Bundes fällt, entwickelt<sup>3</sup>. Dies ist weiter nicht verwunderlich, denn eine systematische Regelung des Sprachenrechts gibt es weder im Bund noch in den mehrsprachigen Kantonen. Die sprachenrechtlichen Bestimmungen finden sich weit zerstreut im öffentlichen Recht des Bundes und der Kantone. Für viele Fragen fehlen gesetzliche Bestimmungen ganz; deren Lösung wird hauptsächlich durch eine mehr oder weniger konstante Verwaltungspraxis gewährleistet. Daß das Verhältnis der Sprachgruppen untereinander trotzdem im allgemeinen als gut bezeichnet werden kann, dürfte in erster Linie darauf zurückzuführen sein, daß sich die überwiegende deutsche Mehrheit von jeher den Minderheiten gegenüber außerordentlich tolerant verhielt. Selbst die alte Eidgenossenschaft vor 1798, die ein bewußt deutscher Staat war, zeichnete sich gegenüber ihren fremdsprachigen zugewandten Orten und Untertanengebieten im allgemeinen durch eine großzügige Sprachenpolitik aus. Schweizerische Verfasser vertreten zwar mehrheitlich die Auffassung, daß eine besondere Toleranz gegenüber den sprachlichen Minderheiten, die in der Gewährleistung von Rechten bestehen, welche über das hinausgehen, was den Minderheiten auf Grund ihrer zahlenmäßigen Stärke zukäme, nicht nur Großzügigkeit, sondern weitgehend rechtliche Pflicht sei, da die Ungleichheit der tatsächlichen Verhältnisse auch eine ungleiche Behandlung erfordere<sup>4</sup>. Nur so könne die wirkliche Rechtsgleichheit gewährleistet werden. Ob diese Toleranz allerdings so weit gehen muß, daß die Minderheit Rechte z. B. auf dem Gebiete der Ortschaftsbezeichnungen<sup>5</sup> oder staatlich unterstützter Minderheitsschulen<sup>6</sup>, in Anspruch nehmen darf, die sie der Mehrheit selbst nicht zugestehen gewillt ist, darf mit Fug bezweifelt werden.

Ein weiterer Grund für den leidlichen Frieden unter den Sprachgruppen ist in der föderalistischen Struktur der Schweiz zu finden. Alle Hoheitsbefugnisse kommen, soweit sie nicht ausdrücklich dem Bunde vorbehalten sind, den Kantonen zu<sup>7</sup>. Damit ist auch das Sprachenrecht weitgehend Sache der Kantone. Vor allem überläßt Artikel 27 BV den Kantonen die Gewährung oder Nichtgewährung der Unterrichtsfreiheit<sup>8</sup>. Soweit es sich um einsprachige Kantone handelt, erheben sich daher praktisch keine Sprachprobleme. Anders verhält es sich bei den vier mehrsprachigen Kantonen<sup>9</sup>, wo nur noch die beschränkten Rechte der einzelnen Gemeinden auf einsprachiger Ebene erledigt werden können. Die Sprachenhoheit der Kantone schränkt auch das individuelle Sprachenrecht des einzelnen Bürgers ein; andererseits gewährleistet gerade sie die Konservierung der historisch gewachsenen Sprachgrenze. Diese Versteinierung der Sprachgrenze widerspricht zwar im Prinzip der liberalen Verfassungsstruktur der Schweiz; sie ist aber andererseits der stärkste Garant für die Wah-

<sup>3</sup> Vgl. Hegnauer, S. 68.

<sup>4</sup> Vgl. Hegnauer, S. 81, Kägi, S. 30.

<sup>5</sup> So wird der von welschschweizerischer Seite erhobene Forderung nach Verwendung französischer Ortsnamen für französischsprachige Städte auf Wegweisern in deutschsprachigen Orten weitgehend Rechnung getragen, ohne daß auf französischer Seite Gegenrecht gehalten wird.

<sup>6</sup> So unterstützt der Bund selbst seit 1959 in Abweichung von der bisher lückenhaft geübten Praxis die französische Minderheitsschule in deutschsprachigen Bern finanziell.

<sup>7</sup> Art. 3 BV.

<sup>8</sup> Hegnauer, S. 74.

<sup>9</sup> Bern: deutsch und französisch; Freiburg: französisch und deutsch; Wallis: französisch und deutsch; Graubünden: deutsch, rätoromanisch, italienisch.

rung des Sprachfriedens<sup>10</sup>. Es entspricht somit der Absicht des Gesetzgebers, daß Angehörige einer Sprachgruppe, die in einem anderen Sprachgebiet sesshaft werden, dort möglichst rasch assimiliert werden. Bei den ins französische Sprachgebiet umziehenden Deutschschweizern geht diese Assimilation im allgemeinen sehr rasch vor sich, da ihnen ein ausgeprägtes Sprach- und Kulturbewußtsein oft fehlt. Beinahe umgekehrt verhält es sich normalerweise bei den französischsprachigen Schweizern im deutschen Sprachgebiet. Fälle, wo Welsche<sup>11</sup> jahrelang im rein deutschsprachigen Gebiet wohnten, ohne daß sie sich die geringste Mühe geben, die Sprache ihres Wohnsitzes auch nur einigermaßen zu lernen, sind keine Seltenheit. Man macht es den Französischsprachigen im allgemeinen auch entsprechend leicht<sup>12</sup>.

Die weitgehende Verlagerung der Sprachenhoheit auf die Kantone bringt nun aber nicht nur Vorteile für den Sprachfrieden mit sich. Paradoxiertweise ist sie auch Anlaß zu den das Verhältnis der Sprachgruppen untereinander am meisten belastenden Erscheinungen. Die deutsche Mehrheit im Bunde ist nämlich in den zwei gemischtsprachigen Kantonen Freiburg und Wallis gleichzeitig Minderheit gegenüber der französischen Sprachgruppe. Leider kann man die im Bunde von der deutschen Mehrheit gegenüber den romanischsprachigen Minderheiten geübte Großzügigkeit bei den Mehrheiten in einzelnen Kantonen, besonders aber im Kanton Freiburg, durchaus nicht immer beobachten.

## II.

Für das Verständnis freiburgischer Sprachverhältnisse ist ein Rückblick unerlässlich. Das Üchtland, wo Freiburg 1157 von Berthold IV. von Zähringen gegründet wurde, war offenbar schon seit frühester Zeit zweisprachig<sup>13</sup>. Nach einem Steuerbuch von 1379 zu schließen, hielten sich zu jener Zeit Deutsche und Franzosen ungefähr die Waage<sup>14</sup>. Von frühen Reibereien zwischen Deutsch und Welsch zeugt ein Ratsbeschuß vom 11. Juni 1409, wo den jungen Leuten unter Bußandrohung verboten wurde, mit dem Kampfruf „Hie deutsch, hie welsch“ (en disant alaman contre roman)<sup>15</sup> gegeneinander zu ziehen. Wenn auch das mittelalterliche und spätmittelalterliche Gesicht Freiburgs vorwiegend durch deutsche Künstler aus nah und fern geprägt wurde — noch heute zeugen Freiburgs Kunstschatze von jener kulturschöpferischen Periode — so sind in den schriftlichen Zeugnissen doch das Lateinische und, wenigstens bis 1483, auch das Französische gegenüber dem Deutschen vorherrschend<sup>16</sup>. Die Stadt Freiburg, um welche sich frühzeitig ein dazugehöriges Territorium, die sogenannte „Alte Landschaft“ bildete, schloß sich nach einem wechselvollen Schicksale nach Erlangung der Reichsmittelbarkeit (1478) im Jahre 1481 dem „Bund in oberdeutschen Landen“, den Eidgenossen an. Mit Recht wird darauf hingewiesen<sup>17</sup>, daß

<sup>10</sup> Vgl. Burckhardt, S. 26.

<sup>11</sup> Der Ausdruck „Welsche“ bezeichnet im schweizerischen Sprachgebrauch ausschließlich Schweizer französischer Zunge.

<sup>12</sup> Vgl. Lombard, S. 35.

<sup>13</sup> Vgl. Büchi, Sprachgrenze.

<sup>14</sup> Vgl. Zimmerli, 2. Teil, S. 88 ff.

<sup>15</sup> Recueil diplomatique du Canton de Fribourg VI (zitiert bei Weilenmann, S. 81 und Boschung, S. 8).

<sup>16</sup> Vgl. Boschung, S. 5.

<sup>17</sup> Vgl. Büchi, Sprachgrenze.

die Eidgenossen, die sogar von den nur zugewandten Orten verlangten, daß sie nicht einer „anderen Nation und Sprach dann tütscher“ angehören sollten, eine rein französische Stadt niemals als volles Mitglied in den Bund aufgenommen hätten. Mit dem Beitritt zur Eidgenossenschaft begann dann in Freiburg für lange Zeit eine Politik der bewußten Eindeutschung. Die Welschen selbst empfanden ihre Sprache immer mehr als Hindernis für ihre eidgenössische Gesinnung. Die Stadtschule hatte seit 1470 einen deutschen Schulleiter und 1495 wurde die französische Privatschule ganz aufgehoben; 1516 wurde auch der französische Prediger entlassen<sup>18</sup>. Das aristokratische Stadtr Regiment erließ 1550 eine Fremdenordnung, die den Zuzug aus französischsprachigen Gegenden einschränkte. Allerdings konnte sich die Freiburger Aristokratie, welche politisch gesehen allein zählte, der Ausstrahlungskraft Frankreichs im 17. und vor allem im 18. Jahrhundert ebensowenig entziehen wie die Regierenden in anderen deutschen Ländern, wenn auch die Staatssprache bis zum Untergang der alten Eidgenossenschaft im Jahre 1798 offiziell deutsch blieb. Ausdrücklich muß aber hervorgehoben werden, daß den Welschen auch in der Zeit des sich bewußt deutsch gebenden aristokratischen Regiments immer das Französische als Gerichtssprache blieb. Selbst in der mehrheitlich deutschsprachigen, von Freiburg und Bern gemeinsam verwalteten Vogtei Murten, wurde auf die Französischsprachigen große Rücksicht genommen<sup>19</sup>, wenn auch nicht gelehrt werden kann, daß man der natürlichen Stoßkraft der Deutschen in mancher Beziehung nachhalf<sup>20</sup>.

Mit dem Umsturz in der napoleonischen Zeit geriet die Schweiz völlig in den politischen Einflußbereich Frankreichs. Damit gelangte auch die französische Sprache zur Vorherrschaft. Das Jahr 1815 brachte dann die Wiedereinsetzung der Aristokratie in ihre Rechte und damit wiederum das Deutsche als Sprache der Regierung. Immerhin mußten die Patrizier, um in den Großen Rat gewählt zu werden, im Gegensatz zu heute, beider Sprachen kundig sein<sup>21</sup>. Die nach dem Sturz der aristokratischen Verwaltung 1831 bis 1848 geltende Verfassung sah das Französische als alleinige Regierungssprache vor. Die unglückliche Verbindung der deutschen Sprache mit der unbeliebten Patrizierherrschaft ist einer der historischen Gründe für die Benachteiligung des Deutschen im öffentlichen Leben Freiburgs.

Die Sprachgrenze selbst hat sich in ihrem Verlauf seit dem Mittelalter nicht stark verändert. Es gilt für Freiburg wohl allgemein, was *Humbert* vom Seebezirk im besonderen sagt: „L'avantage est tantôt au français, tantôt à l'allemand et chaque offensive laisse des traces qui ne s'effacent pas sitôt“<sup>21 a</sup>. Im Saanebezirk war das Deutsche im ausgehenden Mittelalter im Vordringen; die Gewinne gingen aber im Laufe des 19. Jahrhunderts weitgehend wieder verloren. Einzig im Murtenbiet war die deutsche Sprache vor allem im 18. Jahrhundert leicht im Vordringen, wenn davon auch offiziell bis heute kaum Kenntnis genommen wird. Die Stadt Freiburg selbst wurde von altersher von der Sprachgrenze durchschnitten, wobei ursprünglich das tiefer unten an der Saane gelegene Quartier der Au vorwiegend deutschsprachig war.

<sup>18</sup> Weilenmann, S. 84.

<sup>19</sup> Vgl. Weilenmann, S. 124 f.

<sup>20</sup> Vgl. Flückiger, Die Sprachgrenze im Murtenbiet, S. 31.

<sup>21</sup> Vgl. Verfassungsgeschichtlicher Überblick in der offiziellen Ausgabe der freiburgischen Staatsverfassung.

<sup>21 a</sup> *Humbert*, S. 139.



III.

Die sprachliche und konfessionelle Zusammensetzung der freiburgischen Bevölkerung geht aus der nachstehenden Tafel hervor<sup>22</sup>. Wenn sich die vorliegende Unter-

Bezirk	Wohnbevölkerung	Deutsch	Französisch	Kath.	Prot.
Broye	15.890	1.245 = 7,8%	14.542 = 91,5%	15.011	854
Clane	15.951	794 = 4,9%	15.076 = 94,6%	15.532	394
Greyerz (La Gruyère)	26.611	1.882 = 7,1%	24.504 = 92,1%	25.794	742
Saane (La Sarine)	49.413	12.147 = 24,6%	35.938 = 72,8%	45.130	3.891
See	17.328	11.936 = 68,9%	5.185 = 29,5%	6.220	11.004
Sense	24.892	24.023 = 96,5%	734 = 2,9%	20.798	4.018
Vivisbach (La Veveyse)	8.610	250 = 2,9%	8.333 = 96,7%	8.475	100

suchung begriffsnotwendig auf die sprachlichen Verhältnisse konzentriert, so muß doch betont werden, daß die Sprache kaum je den gemeinsamen Nenner für politische Unternehmen bildet. Ein viel stärkeres Gewicht haben konfessionelle Unterschiede und die politische Gliederung. Für die Wahrung der Rechte der sprachlichen Minderheit wirkt sich dies in den meisten Fällen unvorteilhaft aus. So klang der konfessionelle Gegensatz der mehrheitlich katholischen Deutschfreiburger zu den benachbarten Bernern nach den Sonderbundswirren im Jahre 1847, wo die beiden Kantone im entgegengesetzten Lager standen, jahrzehntlang nach, was für die deutschfreiburgische Minderheit auch mehr oder weniger das Fehlen eines moralischen Rückhaltes gegenüber der französischsprachigen Mehrheit bedeutete. Andererseits ist es zweifellos ihr reformierter Glaube, der es den Murtenbütern erleichterte, auch ihre deutsche Sprache gegenüber der katholischen und französischsprachigen Mehrheit im Kanton zu verteidigen, wenn sich auch hier andererseits die parteipolitische Zersplitterung umso nachteiliger auswirkt. (Nur die Deutschfreiburger sind konfessionell gespalten, nicht auch die Welschfreiburger.)

Leider entspricht das politische und kulturelle Gewicht der Deutschfreiburger keineswegs ihrer zahlenmäßigen Stärke. Besonders kraß ist dieses Mißverhältnis in der nach außen fast völlig französisch aufgemachten Hauptstadt Freiburg, wo der mit den Verhältnissen nicht vertraute Fremde nur ungläubig zur Kenntnis nehmen wird, daß die Stadt eine deutsche Minderheit von immerhin 33,2% hat. Unwillkürlich drängt sich hier ein Vergleich mit der etwas mehr als 50 km entfernten bernischen Uhrmacherstadt Biel auf, wo die Zahlenverhältnisse ziemlich genau umgekehrt liegen. Die dortige Bevölkerung ist zu etwa einem Drittel französischsprachig, zu etwa zwei Dritteln deutsch. Trotzdem die Stadt im Jahre 1793, als sie nach der Auflösung des alten Fürstbistums Basel an Bern überging, noch beinahe rein deutschsprachig war, und die Franzosen auch noch 1860 nur 16,2% der Bevölkerung ausmachten, wird die Zweisprachigkeit dort vor allem im öffentlichen Leben überall durchgeführt. Besonders die kulturellen Veranstaltungen, die schließlich aus den Steuergeldern der Deutschfreiburger mitfinanziert werden, zeichnen sich in der Stadt Freiburg vielfach durch

<sup>22</sup> Die Zahlen stammen von der eidgenössischen Volkszählung 1950. Das Kantonsheft Freiburg des Eidgenössischen Statistischen Amtes für die Volkszählung 1960 lag bei Abschluß dieser Arbeit noch nicht vor.

eine bewußt französische Ausschließlichkeit aus. Zur 800-Jahrfeier im Jahre 1957 wurde die Stadt von den Organisatoren im Gedenkbuch überall, auch in der deutschen Schweiz, nur als „Fribourg, ville d'art et de tradition“ gepriesen, und man scheute sich nicht, in der Werbung für dieses Gedenkbuch die Minderheit durch den hymnischen Zusatz „Fribourg romande, romane par sa catholicité latine et universelle“ zu brüskieren<sup>23</sup>. Die Kataloge für die anlässlich der 800-Jahrfeier stattfindenden Ausstellung gab es nur auf französisch, und selbst die Namen deutschfreiburgischer Gemeinden wurden nur in ihrer französischen Form erwähnt.

Der städtische Verkehrsverein ließ den ins Deutsche übersetzten „Kunstführer durch Freiburg i. Ue.“, in welchem glücklicherweise vom ortskundigen Übersetzer die alten deutschen Platz- und Straßennamen festgehalten wurden, mit einem rein französischen Titel herausgeben. Auf seinen Protest wurde der Übersetzer keiner Antwort gewürdigt. Daß dann die 2. Auflage zur Neuübersetzung einer Ausländerin gegeben wurde, die außer von der Stadt auch vom Übersetzen nicht viel weiß, sei nur am Rande vermerkt<sup>24</sup>.

Letztes Jahr wurde vom Kunsthistorischen Museum in Freiburg eine Ausstellung „Kunst und Liturgie 1961“ veranstaltet. Obwohl die Besucher sicher zum großen Teil aus deutschsprachigen Gegenden kamen, und auch die ausgestellten Gegenstände weitgehend aus der deutschen Schweiz stammten, hielt man es nicht für nötig, den Ausstellungsprospekt zweisprachig zu gestalten, oder auch nur die ausgestellten Gegenstände in beiden Sprachen zu beschriften, was dann mit finanziellen Schwierigkeiten begründet wurde<sup>25</sup>.

Solchen Äußerungen eines gewissen französischen Sprachimperialismus stehen in mancher Beziehung Unterlegenheitsgefühle der deutschsprachigen Bewohner, vor allem der Stadt Freiburg gegenüber. Sie haben nicht den Mut, ihre Geschäfte zweisprachig anzuschreiben, sie geben ihren Kindern französische Vornamen, und auch im Telefonbuch kann man jene, die ihren Beruf, ihre Sprechstunden auch auf deutsch angeben, beinahe an den zwei Händen abzählen. Es ist denn auch nicht erstaunlich, daß es einiger Anstrengungen bedurfte, bis die Deutschfreiburger, die natürlich auch vom Lande kommen, wenigstens das Kantonshospital nicht mehr unter „Hôpital Cantonal“ im Telefonbuch suchen mußten.

Wer hingegen den Leuten in den Läden und auf der Straße zuhört, kann leicht feststellen, daß das Deutsche in der Stadt als Umgangssprache durchaus lebt. Im allgemeinen erhält man auch von Französischsprachigen auf eine deutsche Frage recht und schlecht auf deutsch Antwort, und Gehässigkeiten<sup>26</sup> dürften doch zu den ausgesprochenen Ausnahmen zählen.

Die Sprachverhältnisse der Hauptstadt spiegeln sich bis zu einem gewissen Grade im Kanton wieder. Aus schweizerischen Unterrichtswerken und aus der Presse könnte man den Eindruck erhalten, die Sprachgrenze sei eine genau abgegrenzte Linie, die sich seit Jahrhunderten praktisch nicht verändert hat. Diese Auffassung ist aber unrichtig, denn es gibt eine Mischzone, besonders im Seebezirk, die zwar nicht tief ist, in der aber die Sprachverhältnisse ziemlich stark im Fluß sind. Die These von der

<sup>23</sup> Vgl. Freiburger Nachrichten vom 20. Juni 1958.

<sup>24</sup> Vgl. Freiburger Nachrichten vom 20. Juni 1958.

<sup>25</sup> Vgl. Freiburger Nachrichten vom 8. September, 26. September, 10. Oktober 1961.

<sup>26</sup> Vgl. Der Deutschfreiburger Nr. 1, Juli 1961.

klaren Sprachgrenzlinie kommt nur dem Wunschbild der welschen Bevölkerung entgegen, denn diese Mischzone wird auf Grund des Territorialitätsgrundsatzes voll als französisches Sprachgebiet in Anspruch genommen. Währenddem der an der Sprachgrenze gelegene Sensebezirk zu 96,5% deutschsprachig ist und keine seiner Gemeinden einen französischsprachigen Bevölkerungsanteil von 10% erreicht, liegen die Verhältnisse im benachbarten Saanebezirk ganz anders. In diesem, mit Ausnahme der Hauptstadt Freiburg als ausschließlich französischsprachig geltendem Gebiet, weisen von insgesamt 62 Wohngemeinden deren 24 eine deutschsprachige Minderheit von 10 bis 30% auf. Die Gemeinden Autafond, Cormagens (deutsch Cormafing), Freiburg Stadt, Marly-le-Petit (deutsch Klein-Mertenlach) und Montécu haben deutschsprachige Minderheiten von 30 bis 50%, und die Gemeinde Pierrafortscha (alter deutscher Name Perfetschied) weist sogar eine deutsche Mehrheit von 50,8% auf. In allen diesen Gemeinden, mit Ausnahme von Pierrafortscha, hat die deutsche Sprache in den Verhandlungen des Gemeinderates und noch weniger im Protokoll irgendein Heimatrecht, ja einer der Gemeindeglieder gibt sogar an: „Nous ne savons même pas traduire les textes allemands que nous recevons“<sup>27</sup>.

Ähnlich liegen die Verhältnisse im gemischtsprachigen Seebezirk, wo es von 43 Wohngemeinden 8 Gemeinden mit 10 bis 30% deutschsprachigen Einwohnern gibt. Die Gemeinden Barberèche (deutsch Bärfishen) und Chandossel weisen deutschsprachige Minderheiten von 30 bis 50% auf. Auch sie gelten nach außen als rein französisch. In Gurwolf (französisch Courgevaux), Courtaman, Merlach (französisch Meyriez) und Wallenried überwiegt das Deutsche mit 50 bis 70%, ja in Greng gar mit 86%. Trotzdem gelten auch diese Gemeinden mit Ausnahme von Wallenried offiziell als französischsprachig, und, sofern Ortsnamen in zwei Sprachen bestehen, werden im allgemeinen nur die französischen verwendet. Sprache und Protokoll im Gemeinderat sind mit Ausnahme von Gurwolf und Courtaman, wo beide Sprachen verwendet werden, nur französisch. Beim Verkehr zwischen Gemeinden und Kanton verhält es sich nicht anders.

Im deutschsprachigen Gebiet des Seebezirkes weisen außer Murten nur die Gemeinden Jeuss und Muntelier französische Minderheiten zwischen 10 und 20% auf. Murten selbst hat einen französischsprachigen Bevölkerungsanteil von 15%, wirkt nach außen hin aber schon stark als zweisprachige Stadt.

Der Broyebezirk zählt 49 Gemeinden, von denen 7 deutschsprachige Minderheiten zwischen 10 und 30% aufweisen. In der Gemeinde Chandon sind gut 40% deutscher Muttersprache. Im Glanebezirk schließlich gibt es von 53 Gemeinden 3 mit deutschsprachiger Bevölkerung zwischen 10 und 30% sowie eine (Villangeaux) mit 36%. Im Greyerzer Bezirk gibt es neben der fast rein deutschsprachigen und daher amtlich zum deutschen Sprachgebiet zählenden Berggemeinde Jaun nur noch die Gemeinde Marsens (deutsch Marsing) mit 15% deutschsprachiger Bevölkerung<sup>27a</sup>. In all diesen Gemeinden hat die deutsche Sprache keinerlei offizielle Bedeutung, und die Assimilation der Deutschschweizer geht im allgemeinen auch innerhalb einer Generation reibungslos vor sich. Wenn auch von Zeit zu Zeit von welscher Seite aus von Überfremdung der französischen Schweiz gesprochen wird<sup>28</sup>, bestätigen doch auch

<sup>27</sup> Diese Angaben entstammen einer persönlichen Umfrage des Verfassers.

<sup>27a</sup> In der Gemeinde befindet sich die Kantonale Heil- und Pflegeanstalt.

<sup>28</sup> Vgl. Charles Gorgé in der Neuen Schweizer Rundschau, Heft 8, 1934.

einsichtige französischschweizerische Verfasser, daß die Assimilation rasch vor sich geht, wenn auch die Verballhornung der französischen Sprache bedauert wird<sup>29, 30, 31</sup>. Merkwürdig mutet nur an, daß der als schweizerisches Rezept für den Sprachfrieden gepriesene absolute Territorialgrundsatz dort, wo die französische Sprache im Vordergrund ist, vor allem in Biel keine Anwendung finden soll. Auch die endgültige Gewinnung der Stadt Freiburg für die französische Sprache wird von welscher Seite offenbar als unabwendbare Entwicklung begrüßt<sup>32</sup>.

#### IV.

Unwillkürlich fragt man sich bei dieser Benachteiligung der deutschen Sprache, welches die rechtliche Stellung der Minderheit im Kanton Freiburg sei. Selbst deutschfreiburgische Verfasser scheinen die Auffassung zu vertreten, daß die Rechte der sprachlichen Minderheit genügend gewahrt seien<sup>33</sup>. Diese Meinung erweist sich aber beim Vergleich mit den Rechten, die den Minderheiten im Bunde zustehen, als oberflächlich. Zwar ist die Gleichberechtigung der Sprache auch in Freiburg an sich durch Artikel 4 BV gewährleistet. Jedoch fehlt, im Gegensatz zu den anderen zweisprachigen Kantonen, die Anerkennung der im Kanton heimischen Sprachen als Landessprachen. Der Kanton Freiburg gibt sich bewußt als wesentlich französischsprachiger Kanton<sup>34</sup>. Die sprachenrechtlichen Bestimmungen in der Gesetzgebung des Kantons sind, wie im Bunde, sehr spärlich. Die wesentlichste dieser Bestimmungen ist wohl Artikel 21 der freiburgischen Staatsverfassung vom 7. Mai 1857, welcher bestimmt, daß die Gesetze, Dekrete und Beschlüsse in französischer und deutscher Sprache veröffentlicht werden sollen. Der französische Text ist jedoch Urtext, worin sich bereits das Mißverhältnis zum Sprachenrecht des Bundes zeigt, nach welchem der deutsche, französische und italienische Text der Gesetze gleichberechtigt nebeneinander stehen, trotzdem im Bunde annähernd drei Viertel der Bevölkerung deutschsprachig sind, währenddem die französische Mehrheit im Kanton Freiburg nur etwa zwei Drittel ausmacht. Selbst im Kanton Bern mit seiner nur ein Siebtel umfassenden Minderheit französischer Zunge wird der französische Text von Gesetzen zur Auslegung mit herangezogen<sup>35</sup>.

Neben den ziemlich vollständig auch deutsch erschienenen Gesetzestexten ist aber von einer Gleichberechtigung des Deutschen nicht viel zu merken. Die Verhandlungen im Großen Rat, dem Kantonsparlament, wurden bis vor einiger Zeit ausschließlich französisch geführt. Zum Teil ist dies zweifellos auf das mangelnde Selbstbewußtsein der deutschfreiburgischen Abgeordneten zurückzuführen; andererseits aber auch auf die Tatsache, daß verschiedene französischsprachige Großräte deutschen Ausführungen einfach nicht folgen können, währenddem es wohl zu keiner Zeit deutschfreiburgische Großräte gab, die des Französischen nicht mächtig gewesen wären.

<sup>29</sup> Humbert, S. 140.

<sup>30</sup> Henri Perrochon: *Le français au pays de Vaud. Cahiers de l'Institut Neuchâtelois: La langue française en terre romande*, Neuenburg 1956, S. 73.

<sup>31</sup> Marcel Godet: *La question du français dans le Canton de Neuchâtel. Cahiers de l'Institut Neuchâtelois: La langue française*, Neuenburg 1954, S. 15.

<sup>32</sup> Vgl. „La nouvelle Revue de Lausanne“ vom 10. August 1960.

<sup>33</sup> Vgl. Bruno Fasel: *Die deutsche Minderheit im Kanton Freiburg*, S. 63.

<sup>34</sup> Hegnauer, S. 140.

<sup>35</sup> Hegnauer, S. 259, Anm. 49.

Allgemein kann man auch heute noch beobachten, daß zufolge der parteipolitischen Gliederung des Kantonsparlaments, die sich nirgends mit den Sprachgruppen deckt, die Abgeordneten sich kaum um sprachrechtliche Belange kümmern. In letzter Zeit scheinen allerdings die Deutschfreiburger Abgeordneten, welche an sich im Großen Rat in angemessener Weise vertreten sind, etwas aus ihrer sprachlichen Lethargie zu erwachen, was sich erfreulich in einer Kleinen Anfrage des Großrates H. Etter aus dem Seebezirk betreffend Mißstände in der Behandlung der sprachlichen Minderheit zeigte<sup>38</sup>. Die Antwort des Staatsrates (Regierung) hinterläßt aber den zwispaltigen Eindruck, daß man sich bei aller Betonung des guten Willens in eher unverbindlichen Ausführungen ergeht.

Noch unerfreulicher liegen die Verhältnisse beim siebenköpfigen Staatsrat, der Regierung des Kantons. Bis 1960 gehörte nur ein Deutschfreiburger, seither zwei der Regierung an. Daß unter diesen Umständen Französisch alleinige Verhandlungssprache ist, verwundert nicht. Die Diskrepanz in der Berücksichtigung der Minderheit zeigt sich auch hier wieder drastisch, wenn man Bund und Kanton Freiburg vergleicht. Von den 7 Mitgliedern des Bundesrates (Bundesregierung) sind praktisch immer zwei, wenn nicht gar drei, Angehörige der sprachlichen Minderheiten. Auch der Schriftverkehr zwischen Bund und Kanton geht, man muß schon beinahe sagen selbstverständlich, auf französisch vor sich.

In den Nationalrat<sup>37</sup> ordnet Freiburg gegenwärtig 7 Vertreter ab; davon sind 2 Deutschfreiburger. Der Ständerat<sup>38</sup>, in welchen jeder Kanton 2 Mitglieder entsendet, war bis 1960, wo zum ersten Male ein Deutschfreiburger zum Zuge kam, ein Vorrecht der Welschfreiburger<sup>39</sup>.

Einzelne Verwaltungsstellen mißachten die Sprache der Minderheit besonders, indem sie auf deutsche Briefe überhaupt nicht reagieren, oder aber erst nach Mahnungen, dann aber natürlich, auch wenn es sich um Anfragen aus deutschschweizerischen Kantonen handelt, nur auf französisch antworten. Dies gilt besonders für die Erziehungs- und Kultusdirektion, in welcher eigentlich, wie sonst kaum in einer Verwaltungsstelle, die Gleichberechtigung der beiden Sprachen gewahrt werden sollte. Unter den Chefbeamten der kantonalen Verwaltung scheint es kaum Deutschfreiburger zu geben. Der Chef der kantonalen Motorfahrzeugverwaltung und ein maßgebender höherer Beamter der kantonalen Baudirektion scheinen vom Deutschen überhaupt keine Ahnung zu haben<sup>39a</sup>.

Verlautbarungen der Verwaltung weisen oft ein zweisprachiges Gesicht auf, aber bei näherem Zusehen sind jeweils nur die Titel zweisprachig<sup>39b</sup>. Selbst im offiziellen zweisprachigen Amtsblatt werden von gewissen Amtsstellen Mitteilungen, die beide Sprachgruppen angehen, nur französisch veröffentlicht<sup>40</sup>. Auch im mündlichen Ver-

<sup>38</sup> Abgedruckt in den „Freiburger Nachrichten“ vom 2. Februar 1959.

<sup>37</sup> Entspricht etwa dem bundesdeutschen Bundestag.

<sup>38</sup> Länderkammer.

<sup>39</sup> *Boschung*, S. 21.

<sup>39a</sup> Vgl. „Anzeiger von Kerzers“ vom 26. September 1958.

<sup>39b</sup> Z. B. die Rechenschaftsberichte der Erziehungs- und Kultusdirektion.

<sup>40</sup> Vgl. die Kleine Anfrage von Großrat Etter, abgedruckt in den „Freiburger Nachrichten“ vom 2. Februar 1959.

kehr an den Schaltern kantonalen Stellen ist es oft nicht möglich, sich deutsch zu unterhalten<sup>40a</sup>.

Ein Deutschfreiburger muß, um Staatsbeamter zu werden, das Französische ordentlich beherrschen, während ein Welschfreiburger die für die Zweisprachigkeit ausgesetzte Gehaltszulage oft schon bei recht mangelhaften Deutschkenntnissen, die dann wenn möglich nur widerwillig verwendet werden, erhält<sup>41</sup>. Schon die Tatsache, daß nach Auskunft des Staatsrates<sup>42</sup> 252 Personen französischer und 153 deutscher Muttersprache die Sprachzulage erhalten, weist darauf hin, daß der Deutschsprachige sich mehr um die Erlernung des Französischen bemüht als umgekehrt. Diplome und Patente, die der Kanton zu vergeben hat, sind ebenfalls ausschließlich in französischer Sprache gedruckt. Ein besonders krasser Fall der Mißachtung des Deutschen, der schon an einen Eingriff in die Persönlichkeitsrechte grenzt, ist die Französisierung der Vornamen von Deutschfreibern, z. B. im Staatskalender. Daß hier zum Teil nicht nur deutschfreiburgische, sondern auch andere deutschschweizerische Ortschaften französisch wiedergegeben werden, obwohl der Staatskalender an sich zweisprachig ist, wirkt daneben harmlos. Auf einem Gebiete scheint in letzter Zeit eine Besserung eingetreten zu sein: die kantonalen Stellen sind heute in der Stadt Freiburg fast durchwegs zweisprachig angeschrieben.

Als historische Reminiszenz sei noch erwähnt, daß der vom Staatsrat ernannte Oberamtmann (Regierungsstatthalter) für den rein deutschsprachigen Sensebezirk bis vor rund 30 Jahren immer aus der französischsprachigen städtischen Aristokratie gestellt wurde<sup>42a</sup>.

In der Stadt Freiburg ist der deutsche Bevölkerungsanteil bei den Behörden noch schwächer vertreten, ja es gibt sogar Schutzleute, die des Deutschen kaum mächtig sind. Auch mit der Zweisprachigkeit der Bezeichnung von Ämtern liegt es noch im argen.

Das Kantonsgericht ist ebenfalls eine fast ausschließlich französischsprachige Institution. Zwar schreibt die Staatsverfassung in Artikel 61 vor: „Die Mehrheit der Mitglieder sowohl als der Ersatzmänner des Kantonsgerichtes soll der französischen und der deutschen Sprache mächtig sein.“ Ob diese Bedingung erfüllt ist, wird von Kennern der Verhältnisse bezweifelt. Wohl versteht die Mehrheit der Kantonsrichter recht und schlecht deutsch, jedoch ist sie nicht in der Lage, sich deutsch auszudrücken, was doch wohl die Meinung des Gesetzgebers ist. Daß das Deutsche auf der Gerichtsschreiberei ungenügend beherrscht wird, gibt selbst der Staatsrat in seiner Antwort auf die Kleine Anfrage von Großrat Etter zu<sup>42b</sup>.

Urteile des Kantonsgerichtes werden grundsätzlich französisch ausgefertigt, selbst wenn deutschsprachige Parteien gegeneinander prozessieren, es sei denn, daß die Parteien ausdrücklich eine deutsche Fassung, d. h. wohl Übersetzung, verlangen. Wenn auch Klagen über die Benachteiligung von Prozeßparteien aus sprachlichen Gründen nicht laut geworden sind, umso mehr als auf Wunsch Übersetzer gestellt

<sup>40a</sup> Vgl. Eingabe der Deutschfreiburgischen Arbeitsgemeinschaft an den Staatsrat vom 15. Jänner 1959, abgedruckt in den „Mitteilungen“.

<sup>41</sup> *Boschung*, S. 20.

<sup>42</sup> Antwort des Staatsrates auf die Kleine Anfrage von Großrat Etter, abgedruckt in den „Freiburger Nachrichten“ vom 2. Februar 1959.

<sup>42a</sup> Fasel, S. 63.

<sup>42b</sup> Vgl. <sup>42</sup>.

werden, kann doch auch hier nicht von einer Gleichberechtigung der sprachlichen Minderheit gesprochen werden.

Natürlich stellt die konsequente Durchführung der Zweisprachigkeit für einen nicht eben finanzstarken Kanton eine starke Belastung dar; jedoch gilt auch hier wie in der größeren staatlichen Gemeinschaft, dem Bund, die Regel, daß die Minderheit an sich auf einen ihre zahlenmäßige Stärke übersteigenden Schutz Anspruch hat.

#### V.

Am augenfälligsten ist die Benachteiligung der deutschen Sprache im Gebrauch von Stadt- und Kantonsnamen. Die Schuld liegt hier vielfach bei den schweizerischen Sprachgenossen der Deutschfreiburger, die vor allem die Stadt, aber auch den Kanton, im deutschen Text „Fribourg“ nennen. Als Begründung dient, man wolle Verwechslungen mit der Stadt Freiburg im Breisgau vermeiden, wobei ganz übersehen wird, daß es noch eine ganze Reihe Ortschaften gleichen Namens im deutschen Sprachgebiet gibt. Zur gleichen Zeit wird bemerkt, der Zusatz „im Uechtland“ (i. Ue.) sei zu umständlich, während dies bei der gleichnamigen Schwesterstadt „im Breisgau“ (i. Br.), offenbar nicht der Fall ist<sup>43</sup>. Selbst bei Bundesbehörden zeigt es sich, daß die gedankenlose Übernahme der Bezeichnung „Fribourg“ manchmal auf einer erschreckenden Unkenntnis der Verhältnisse beruht<sup>44</sup>. Einen weiteren Beitrag zur Verdrängung des angestammten deutschen Namens der Stadt stellen auch die besonders während des zweiten Weltkrieges geförderten Bemühungen extremer Mundartkreise, die nicht mehr zwischen Politik und Kultur zu unterscheiden vermochten, dar, die Stadt in „Fryburg“ umzutaufen<sup>45</sup>. Aber nicht nur der deutsche Stadtnamen selbst führt ein bescheidenes Dasein; leider sind auch die uralten deutschen Straßen- und Platzbezeichnungen in der Stadt Freiburg nur im mündlichen Verkehr lebendig. Die Gelegenheit, den französischen Charakter jedem Fremden vor Augen zu führen, lassen sich die freiburgischen Behörden vor allem bei der Beschriftung der Wegweiser nicht entgehen. In der Schweiz gilt im allgemeinen der Grundsatz, daß Wegweiser in der Sprache der Ortschaft abgefaßt werden sollen, in welcher sie stehen. In der zweisprachigen Stadt Freiburg führen die Wege aber nach den deutschsprachigen Städten „Beme“ und „Morat“ (Bern und Murten), währenddem die Wegweiser im deutschsprachigen Bern das französischsprachige Neuenburg, was noch angehen mag, Neuchâtel nennen. Daß aber wegen eines französischen Durchreisenden<sup>46</sup>, der nicht wußte, was Freiburg ist, die bernischen Wegweiser nur „Fribourg“ kennen, ist angesichts der Tatsache, daß von welscher Seite nirgends Gegenrecht gehalten wird, unlogisch und inkonsequent.

Der Spracheifer freiburgischer Verwaltungsstellen geht aber noch weiter: im deutschen Kantonsteil werden Wegweiser nach zweisprachigen Ortschaften mit den französischen anstatt mit den ortsüblichen deutschen Bezeichnungen versehen, ja bei

<sup>43</sup> Argumente aus einem Brief vom 8. März 1962 der Basler „Nationalzeitung“ an den Verfasser.

<sup>44</sup> Vgl. den Briefwechsel mit eidgenössischen Amtsstellen vom August 1958, abgedruckt in den „Mitteilungen“.

<sup>45</sup> Der bekannte Historiker Gottfried Guggenbühl gebraucht z. B. diese Fassung ausschließlich in seiner „Geschichte der schweizerischen Eidgenossenschaft“.

<sup>46</sup> Argument des Straßenverkehrsamtes Bern in einem Brief vom 4. Jänner 1962 an den Verfasser.

Bauarbeiten werden gar französische Warntafeln im deutschsprachigen Gebiet angebracht. Es ist zu hoffen, daß die in Vorbereitung befindliche Bundesverordnung über Verkehrsmaßnahmen und Straßensignalisation hier endlich klare Verhältnisse schaffen wird.

Die Kreisdirektion I der Schweizerischen Bundesbahnen mit Sitz in Lausanne umfaßt die ganze Westschweiz. Ihre Französisierungstendenzen haben schon vor Jahren zu internen sprachenrechtlichen Zwistigkeiten geführt<sup>47</sup>. Sprachliche Mißstände bei der Bahn im Wallis führten übrigens 1904 auch zur Gründung des Deutschschweizerischen Sprachvereins<sup>48</sup>. Währenddem die Bahnhöfe von Ortschaften mit starken deutschen Minderheiten, vor allem der Bahnhof von Freiburg selbst, nur französisch angeschrieben sind, sind die Bahnhöfe mit kleiner oder gar keiner französischen Minderheit zweisprachig beschriftet, wie z. B. Düdingen (französisch Guin), Kerzers (französisch Chiètres) und Murten (französisch Morat). Daß der Bahnhof Biel-Bienne, wo sich die Minderheitenverhältnisse umgekehrt wie in Freiburg verhalten, in jeder Beziehung zweisprachig ist, erscheint bei der Grundhaltung der Kreisdirektion I der SBB beinahe als folgerichtig. Immerhin soll, offenbar unter dem Druck der öffentlichen Meinung, nun auch Freiburg noch in diesem Jahr<sup>49</sup> ebenfalls seinen deutschen Namen im Bahnhof erhalten. Natürlich finden die erwähnten Verhältnisse auch im amtlichen Kursbuch ihren Niederschlag.

Bei der Postverwaltung verhält es sich nicht anders. Vor allem die Stadt Freiburg wird von der Post als rein französischsprachig behandelt. Auch der telefonische Wetterbericht wird in Freiburg nur französisch durchgegeben. Im Telefonbuch sind alle Ämter, der Hinweis auf Ärzte, Polizei usw. nur auf französisch aufgeführt, währenddem in Biel korrekt unter französischen Stichwörtern Verweisungen auf die deutsch aufgeführten Anschriften und Nummern gemacht werden. Eine löbliche Ausnahme macht lediglich die Telefonverwaltung selbst, die sich in beiden Sprachen eingetragen hat.

#### VI.

Das freiburgische Schulwesen ist durch seine konfessionelle Organisation gekennzeichnet<sup>50</sup>. Die Rechte der konfessionellen Minderheiten sind dadurch gewahrt, daß einerseits die Kinder, welche nicht der Hauptkonfession angehören, selbstverständlich ihren eigenen Religionsunterricht haben<sup>51</sup> und daß weiter das Volksschulgesetz<sup>52</sup> in den Artikeln 2 und 116 sowie das Gesetz für die höheren Schulen in Artikel 41<sup>53</sup> ausdrücklich das Recht zur Gründung freier Schulen festhalten. Diese werden bei Einhaltung gewisser Bedingungen als öffentliche Schulen anerkannt<sup>54</sup>, womit sie dann auch in den Genuß staatlicher Unterstützungen kommen. Vom Recht zur Gründung

<sup>47</sup> Amann, S. 65/65.

<sup>48</sup> Schürch, S. 17.

<sup>49</sup> Mitteilung der Kreisdirektion I der SBB vom 5. März 1962 an den Verfasser.

<sup>50</sup> Freiburgische Staatsverfassung Art. 17.

<sup>51</sup> Art. 18 des Allgemeinen Reglements für die Primarschulen des Kantons Freiburg vom 27. Oktober 1942.

<sup>52</sup> Gesetz über das Primarschulwesen vom 17. Mai 1884.

<sup>53</sup> Gesetz über den Mittelschul- und Sekundarschulunterricht vom 14. Februar 1951.

<sup>54</sup> Art. 118 Primarschulgesetz.

freier Schulen hat die reformierte Minderheit im Kanton, die außer im Murtenbiet<sup>53a</sup> hauptsächlich aus eingewanderten Bernern besteht, ausgiebig Gebrauch gemacht. Sie hat heute 15 freie Schulen, 13 deutsche und 2 französische. Wenn es im französischen Kantonsteil 3 freie deutsche Volksschulen gibt, so entspringt dies nicht dem Wunsch nach eigenen Schulen für die sprachliche, sondern für die konfessionelle Minderheit<sup>54</sup>. Von Schwierigkeiten im Volksschulwesen aus sprachlichen Gründen hört man selten, was zum Teil darauf zurückzuführen sein dürfte, daß in Gemeinden an der Sprachgrenze mit starker deutscher Minderheit die deutschen Kinder die Möglichkeit haben, eine benachbarte deutsche Schule — allerdings meistens auf Kosten der Eltern — zu besuchen. Lediglich in der sehr kleinen Gemeinde Villangeaux (Glane), die bei 61 Einwohnern eine deutsche Minderheit von 36% hat, sind die deutschsprachigen Kinder gezwungen, die französische Schule zu besuchen. Unbegreiflich ist hingegen, daß Dörfer mit deutscher Mehrheit wie Gurwolf (Courgevaux), Greng, Merlach (Meyriez) und Walleried eine französische, jedoch keine deutsche Volksschule haben. Bei aller Achtung vor dem Territorialitätsprinzip kann man sich bei einem Seitenblick auf Biel des Eindrucks nicht erwehren, daß auch hier mit zweierlei Ellen gemessen wird, je nachdem, ob sich die Verhältnisse zugunsten des Französischen oder des Deutschen ändern.

In der Stadt Freiburg gibt es Volksschulen für beide Sprachgruppen, jedoch werden immer wieder Klagen über eine Benachteiligung der deutschen Schulen, z. B. durch ungenügende Zuweisung von Klassenzimmern usw. laut.

Ungenügend ist in den deutschen Schulen des Kantons vielfach auch die Lehrmittellversorgung. Zum Beispiel werden Geschichtsbücher aus Luzern, welche in erster Linie die Geschichte jenes Kantons behandeln, abgegeben, obwohl Artikel 10 des Primarschulgesetzes ausdrücklich festlegt, daß zu den obligatorischen Lehrfächern die Geschichte des Kantons Freiburg gehört. Daß solche Schwierigkeiten finanzielle Hintergründe haben, ist allerdings offensichtlich. Trotzdem fehlt es auch im Schulwesen oft an der nötigen Rücksicht gegenüber der Minderheit. Dies zeigt sich beispielsweise im Beschluß des Staatsrates vom 14. Februar 1961 betreffend Änderung von Artikel 177 des Primarschulreglements. Dieser Artikel bestimmte, daß der Gebrauch des Dialekts in der Schule streng verboten sei. Nachdem die Absicht, die französische Mundart verschwinden zu lassen, erreicht war, ließ man die Bestimmung fallen. Ein Absterben der Deutschfreiburger Mundart ist nicht zu befürchten, auch wenn ihr, außer vielleicht in den ersten zwei Jahren der Volksschule, mit Recht im Klassenzimmer kein Platz zugestanden würde.

An den höheren Schulen können sich die Deutschfreiburger, wollen sie im Kanton bleiben, den Französisierungstendenzen wiederum nicht entziehen. Zwar ist die Kantonsschule in ein deutsches und französisches Gymnasium von je 6 Klassen aufgliedert; die letzten zwei Klassen vor der Reifeprüfung, das Lyzeum müssen deutschsprachige Schüler aber — mit Ausnahme der sprachlichen Fächer — französisch absolvieren. Am kantonalen Mädchengymnasium liegen die Verhältnisse ähnlich.

Die kantonale Handelsschule ist ausschließlich französisch mit gewissen Sonderkursen für Anderssprachige.

<sup>53a</sup> Im Murtenbiet bilden die Reformierten die Mehrheit; daher ist auch die Gemeindeschule reformiert.

<sup>54</sup> Zahlung aus *Boschung*, S. 16.

Das Lehrerseminar ist, wie man annehmen könnte, selbstverständlich zweisprachig. Die Erziehungsdirektion schreibt im Rechenschaftsbericht 1960: „De deux langues maternelles différentes, les futurs enseignants dans l'une des deux, les élèves ont droit à être enseignés pour la plupart des branches, dans la langue où ils auront à poser les bases, de la culture, à l'école primaire.“ Das gilt nun, ein unglaublicher Zustand für die Schweiz, offenbar für die Lehrerinnen nicht, denn die deutschsprachigen Kandidatinnen erhalten ihre ganze Ausbildung im ausschließlich französischen Lehrerinnenseminar.

An den höheren Schulen wird also leider jene Doppelsprachigkeit gefördert, von der das böse Wort umgeht: „Bilinguisme“ ist es, wenn auch der andere Französisch spricht. Selbst ein Vorkämpfer für die französische Sprache verurteilt diese Art Doppelsprachigkeit treffend, indem er schreibt: „Ne confondons pas d'ailleurs la connaissance volontaire d'une langue étrangère, qui donne à l'homme cultivé un moyen d'enrichir son savoir — comme à l'homme cosmopolite un certain don d'ubiquité — et le bilinguisme comme idéal d'une éducation nationale.“<sup>57</sup>

Die Universität Freiburg schließlich ist betont katholisch, schweizerisch und international. Die wichtigsten Vorlesungen werden in zwei Sprachen gehalten, andere wieder während eines Jahres französisch, während des folgenden deutsch. Trotzdem sollen die deutschsprachigen Studenten, die mit 49,4% gegenüber den französischsprachigen mit 20% (Sommersemester 1961) in der Mehrzahl sind, der französischen Kultur in der Stadt mit der rein französischen Fassade näher gebracht werden; dazu dient das „Institut pratique de français“. Nur am Rande sei vermerkt, daß zu viele Geistliche, die einmal jährlich in der deutschen Schweiz von der Kanzel zur Sammlung für die katholische Universität von „Fribourg“ aufrufen, auch vergessen, daß Stadt und Universität nicht nur französisch sind.

In der Kirche ist die sprachliche Trennung im allgemeinen einwandfrei durchgeführt, ja nirgends wie in den Kirchen kann man in der Stadt Freiburg die wirkliche Bedeutung der Sprachgruppen beurteilen. Predigten werden durchwegs abwechselnd in beiden Sprachen gehalten, und auch Beichtgelegenheiten bestehen in beiden Sprachen. Es ist reizvoll z. B. in der Augustinerkirche zu sehen, wie der Kreuzweg zwar französisch angeschrieben ist, andererseits aber doch fast jede zweite der vielen Votivtafeln einen deutschen Text trägt. Klagen sind in letzter Zeit lediglich laut geworden, als die Mädchen der katholischen Mädchensekundarschule in den Exerzitien einfach in die französischen Vorträge geführt wurden.<sup>58</sup>

Auch im Heere treten kaum nennenswerte sprachliche Schwierigkeiten auf. Dies hängt selbstverständlich damit zusammen, daß das Heereswesen weitgehend Sache des Bundes ist, der den Kantonen nur begrenzte Befugnisse delegiert. Im Interesse der Schlagkraft des Heeres wird die Bildung einsprachiger Truppenteile angestrebt. Im Kanton Freiburg bestehen daher zwei Infanterierekrutierungskreise, ein deutscher und ein französischer.<sup>59</sup> Bei der Infanterie ist im allgemeinen das Regiment der unterste zweisprachige Verband. Auch die Militärgerichte sind nach Sprachen reinlich geschieden. Ein weiterer wesentlicher Grundsatz des Sprachenrechts im Heer, der

<sup>57</sup> Eric Berthoud: *L'agence télégraphique suisse et la défense du français*, S. 108.

<sup>58</sup> Vgl. „Freiburger Nachrichten“ vom 16. Februar 1959.

<sup>59</sup> Vgl. *Hegnauer*, S. 159 ff.

aus Artikel 116 BV abgeleitet wird, ist der Anspruch des Untergebenen, mit dem Vorgesetzten in seiner Muttersprache verkehren zu können. Trotzdem gab man dem Infanterieregiment 1, welches zwei Deutschfreiburger Bataillone umfaßt, einen Kommandeur, der, obwohl zugleich Großrat und Kantonsrichter, erst nach Klagen aus der Bevölkerung imstande war, seine Truppen auf deutsch zu begrüßen<sup>60</sup>. Übrigens scheint der Gebrauch der welschen Namen von deutschfreiburgischen Ortschaften wenigstens teilweise auch in militäramtlichen Veröffentlichungen unvermeidlich zu sein.

## VII.

Da von einer Absicht, die deutsche Minderheit im Kanton Freiburg zu unterdrücken, wohl nicht die Rede sein kann, fragt man sich nach den Gründen für soviel Unzulänglichkeit auf sprachlichem Gebiet, wo doch im ganzen die Schweiz sonst immer als Muster für den Sprachfrieden gepriesen wird. Zweifellos ist ein erster Grund die Haltung der französischen Mehrheit, welche die deutsche Sprachgruppe in vielen Belangen einfach übersieht, daß ja diejenigen Deutschfreiburger, welche etwas zu sagen haben, „ohnehin meist auch französisch sprechen.“ Man braucht sich dann der Mühe, Deutsch zu lernen, gar nicht zu unterziehen. Diese Gleichgültigkeit ist oft nur wenig von Sprachdünkel und von kultureller Überheblichkeit entfernt. Äußerungen der Unzulänglichkeit sind zwar selten, dann aber oft schwerwiegend. Wie z. B. vereinbart sich ein Artikel der „Tribune de Lausanne“ vom 8. März 1958 mit dem Sprachfrieden, der den Leser glauben läßt, die Sprachgrenze befinde sich an der freiburgischen Kantonsgrenze gegen Bern? Wie ist das hartnäckige Festhalten an französischen Wegweisern im deutschen Kantonsteil oder an der französischen Unterrichtssprache im Lehrerinnenseminar für deutschfreiburgische Lehramtskandidatinnen zu verstehen? De lege ferenda ist unbedingt eine ausdrückliche Anerkennung von Französisch und Deutsch als gleichberechtigten Sprachen in der Kantonsverfassung zu fordern, um Artikel 116 BV Genüge zu tun. Außerdem müßte kantonale Beamten und vor allem den Richtern die genügende Kenntnis der zweiten Sprache im Kanton zur Pflicht gemacht werden.

Die Geringschätzung des Deutschen durch die französische Mehrheit ist aber leider nur eine Folge des Versagens der deutschen Minderheit selbst; sie wehrt sich, obwohl sie über eine gute Lokalpresse verfügt, selbst zu wenig für ihre Rechte, Kenner schildern die Deutschfreiburger als anpassungsfähig, gutmütig und traditionsgebunden. Sie vermeiden alles, was die sprachliche Mehrheit, die im größeren Rahmen des Bundes laut genug auf ihre Rechte als Minderheit pocht, verdrängen könnte<sup>61</sup>. Verwunderlich ist diese Haltung allerdings nicht, denn von einem Rückhalt bei den Sprachgenossen in der deutschen Schweiz kann, von wenigen Ausnahmen abgesehen, wahrlich nicht gesprochen werden. Um die Gloriole des idealen mehrsprachigen Staates nicht zu gefährden und vor allem, um die sehr empfindliche französischsprachige Minderheit im Bunde zu schonen, schweigt die große Presse, mit Ausnahme vielleicht der bernischen, die Schwierigkeiten der Deutschfreiburger am liebsten tot, eine Haltung, die mit echter Demokratie wenig zu tun hat. Wie gezeigt wurde, helfen auch viele deutschschweizerische Veröffentlichungen mit, durch den Gebrauch der

französischen Namen für deutschfreiburgische Ortschaften den Eindruck zu erwecken, es handle sich um französischsprachiges Gebiet.

Ein ganz wesentlicher Grund für das Gefühl der Unterlegenheit bei den Deutschfreiburgern ist aber die Tatsache, daß sie mit ihrer im öffentlichen Leben überall verwendeten Mundart, welche ein welscher Verfasser „un rude patois alémanique, pittoresque à la vérité mais d'un trop pauvre vocabulaire dès que l'on quitte le domaine affectif“<sup>62</sup> nennt, im Nachteil gegenüber dem mehr oder weniger geschliffenen Französisch ihrer Mitbürger sind. Der Welschschweizer hat bei aller Liebe zu seiner schweizerischen Heimat ein natürliches Zugehörigkeitsgefühl zu seiner größeren Kulturgemeinschaft. Paris ist das kulturelle Ausstrahlungszentrum, nach dem er in erster Linie blickt, und das französische Schrifttum ist selbstverständlich seine Literatur. Demgegenüber zeigt sich bei den Deutschschweizern, durch das Dritte Reich, vielfach ein krampfhaftes Bemühen, kulturell und im besonderen sprachlich gegenüber den anderen Gliedern des großen deutschen Kulturbereiches anders zu erscheinen. Selbst kluge Leute übernehmen das einfältige Schlagwort von Deutsch als Fremdsprache<sup>63</sup>, weil die Mundarten im Deutschschweizer Alltagsleben den absoluten Vorrang haben. Mit ebenso großer, wenn nicht größerer Berechtigung, wären dann Hochdeutsch für einen Münchner oder gar einen Plattdeutschen, und auch für den Mailänder Italienisch Fremdsprachen. Der Franzose zieht aus einer solchen Haltung durchaus folgerichtig seine Schlüsse: „Pourtant, s'il est vrai, comme me le disait un pur Bernois, que l'allemand littéraire est, pour nos concitoyens, une langue étrangère, pourquoi ne pas faire un effort supplémentaire et choisir, dans le Jura, en fait de langue dite étrangère, le français? Du moins, ils auraient en plus de leur dialecte une langue parlée autour d'eux et qui leur servirait ailleurs, même si la langue que nous leur offrons ne présente pas toujours toutes les caractéristiques d'une pureté classique“<sup>64</sup>. Was hier von den Bernern gesagt wird, gilt in gleichem Maße auch für Deutschfreiburg. Einzelne extreme deutschschweizerische Mundartler glauben, das kulturelle Gegengewicht gegenüber dem Französischen im „Schwyzerdütsch“ finden zu können. Sie übersehen, daß es kein Schweizerdeutsch, sondern nur eine Vielzahl deutschschweizerischer Mundarten gibt, wobei sich etwa die Mundart eines Schaffhausers von der eines Singeners oder diejenige eines st. gallischen Rheintalers von derjenigen im Vorarlberger Rheintal nur unwesentlich unterscheiden, währenddem die Unterschiede zwischen diesen beiden nordostschweizerischen Mundarten und der Berner oder deutschfreiburgischen Mundart ganz beträchtlich sind. Die Zeiten der Verselbständigung von Mundarten zu eigenen Schriftsprachen, wie sie etwa noch im 16. Jahrhundert mit dem Niederländisch-Flämischen möglich war, sind bei den heutigen Verbindungsmöglichkeiten glücklicherweise vorbei. Die Deutschfreiburger Minderheit aber wird dann ihren kulturellen Minderwertigkeitskomplex gegenüber den Französischsprachigen überwinden, wenn bei ihr und in der übrigen deutschen Schweiz Hochdeutsch wieder als zweite Erscheinungsform der Muttersprache voll anerkannt wird, und nicht jedes Bekenntnis zur deutschen Kulturgemeinschaft als eine Art mora-

<sup>60</sup> Bauer, S. 61.

<sup>61</sup> Vgl. z. B. Walo von Greyers: „Die Schwäche der Starken“. Nat. Jahrbuch der Neuen Helvetischen Gesellschaft, 30. Jahrgang, 1959, S. 180.

<sup>62</sup> Beuchat, S. 39.

<sup>63</sup> Vgl. Briefwechsel Dr. Boschung mit Prof. Dr. Gonzague de Reynold, abgedruckt in den „Mitteilungen“, S. 33 ff.

<sup>64</sup> Vgl. Boschung, S. 27.

lischer Landesverrat gebrandmarkt wird. „Wer nicht stolz ist auf seine Art und Sprache, der wird auch keine Achtung finden, wie er keine verdient“, sagt dazu der berühmte Schweizer Jurist Prof. Walter Burckhardt<sup>65</sup>.

Erst in jüngster Zeit zeigen sich einige erfreuliche Ansätze zur Selbstbesinnung bei den Deutschfreibürgern. Im Januar 1959 wurde die Deutschfreiburgische Arbeitsgemeinschaft gegründet, die es sich zum Ziele gesetzt hat, die Liebe zur Muttersprache zu stärken und in kluger Mäßigung schrittweise von der französischen Mehrheit die Anerkennung der Gleichberechtigung des Deutschen zu erlangen, nicht zu ertragen. Dieser Arbeitsgemeinschaft gehören neben einzelnen Mitgliedern verschiedene kulturelle Vereinigungen an, die wie der Deutsche geschichtsforschende Verein, der Deutsche katholische Männerverein und die Deutsche katholische sowie die reformierte Lehrerschaft sich von jeher für die Rechte der Muttersprache einsetzen. Es ist zu hoffen, daß den Bemühungen der Deutschfreiburger im Interesse des Sprachfriedens ein Erfolg beschieden sei. Dann, wenn auch die deutsche Sprachgruppe im Kanton Freiburg ihre Gleichberechtigung erlangt hat, kann erst von einer Brücke zwischen Deutsch und Welsch gesprochen werden, denn jede Brücke muß auf Widerlagern verankert sein.

#### Schrifttum

Amann, Hektor: Die Schweiz und die Minderheitenfrage. Schweiz. Monatshefte für Politik und Kultur 1932 (zit.: Amann). — Bauer, Eddy: Notre langue en Suisse et dans le monde. Cahiers de l'Institut Neuchâtelois „La langue française“, Neuenburg 1954 (zit.: Bauer). — Beuchat, Charles: Le français dans le Jura bernois. Cahiers de l'Institut Neuchâtelois „La langue française en terre romande“, Neuenburg 1956. — Böschenstein, Hermann: Bern und die Jurafrage. Nat. Jahrbuch der Neuen Helvetischen Gesellschaft, 30. Jahrgang, Bern 1959. — Boschung, Peter: Freiburg, ein zweisprachiger Kanton. Alemannisches Jahrbuch, Lahr 1959 (zit.: Boschung). — Boschung, Peter: Die Sprach- und Schulverhältnisse im Kanton Freiburg. Schweizer Schule, 48. Jahrgang, Olten 1961. — Büchi, Albert: Die historische Sprachgrenze im Kanton Freiburg. Freiburger Geschichtsblätter, Bd. 3, 1896 (zit.: Büchi, Sprachgrenze). — Büchi, Albert: Die deutsche Sprache in der Westschweiz. Schweiz. Rundschau, 3. Jahrgang 1902/03. — Burckhardt, Walter: Das Verhältnis der Sprachen in der Schweiz. Jährliche Rundschau des deutschschweizerischen Sprachvereins 1938 (zit.: Burckhardt). — Deutschfreiburger, der, Heft 1, Freiburg 1961. — Fasel, Bruno: Die deutsche Minderheit im Kanton Freiburg. Nat. Jahrbuch der Neuen Helvetischen Gesellschaft, 30. Jahrgang, Bern 1959. — Flückiger, Ernst: Die Sprachgrenze im Murtenbiet. Freiburger Geschichtsblätter Bd. 49, 1953, S. 21—47. — Flückiger, Ernst: Das Murtenbiet — ein Beispiel der Koexistenz. Nat. Jahrbuch der Neuen Helvetischen Gesellschaft, 30. Jahrgang, Bern 1959. — Giger, Willi: Die Treue, sie ist kein leerer Wahn. Elternzeitung, Hrsg. von der Lehrerschaft der deutschen Stadtschulen Freiburg, 1961. — Hegnauer, Cyril: Das Sprachrecht der Schweiz. Zürich 1947 (zit.: Hegnauer). — Humbert, Jean: Le français au pays de Fribourg. Cahiers de l'Institut Neuchâtelois: „La langue française en terre romande“, Neuenburg 1956. — Siehe Manuskript: Kägi (zit.: Kägi). — Lombard, Alfred: Le bilinguisme à l'école. Cahiers de l'Institut Neuchâtelois: „La langue française“, Neuenburg 1954 (zit.: Lombard). — Mitteilungen der Deutschfreiburgischen Arbeitsgemeinschaft, vervielfältigt, Freiburg 1959 (zit.: Mitteilungen). — Schürch, Ernst: Sprachpolitische Erinnerungen, Bern 1943 (zit.: Schürch). — Vasella, Oscar: Der Sprachfriede in der Schweiz. Die Schweiz — Eigenart und Weltverbundenheit. Konstanz 1958. — Weilenmann, Hermann: Die vielsprachige Schweiz. Basel 1925 (zit.: Weilenmann). Zimmerli, J.: Die deutsch-französische Sprachgrenze in der Schweiz. Basel und Genf 1891/95/97 (zit. Zimmerli).

(Ludwig E. Bernauer, Bahnhofstraße 7, Wattwil, Schweiz)

<sup>65</sup> Walter Burckhardt: Wir und die deutsche Kultur; Schweizer Monatshefte, 16. Jahrgang, Heft 4/5, 1936.

## Les Iles Normandes

Par Guy Héraud

Dernier vestige du duché de Normandie, les bailliages de Jersey<sup>1</sup> et de Guernesey — avec Aurigny/Alderney<sup>2</sup> — et la châtellenie de Sercq/Sark<sup>3</sup> fournissent à l'amateur de statuts territoriaux de précieux spécimens savoureusement anachroniques. Extérieures au Royaume-Uni — comme l'île de Man — ces «îles dans les eaux britanniques» (à vrai dire dans les eaux françaises!) sont des fiefs demeurés. L'allégeance au Roi, duc de Normandie, est le seul lien politique — union personnelle et non pas réelle — avec la Grande-Bretagne. Libérale et traditionaliste, l'Angleterre n'a jamais cherché à plier l'archipel à la loi commune, à l'annexer par exemple sous forme de comté.

L'organisation politique et administrative, qu'une vingtaine de chartes ont polie, procède sans hiatus du moyen âge. De Jersey à Guernesey, elle ne varie guère. Les actes du parlement de Westminster nécessitent pour s'appliquer leur enregistrement par la *Cour royale*, qui veille à ce qu'ils n'empiètent point sur l'autonomie de l'île. Le Conseil privé à Londres statue en cas de différends. Jersey et Guernesey tiennent leurs «Etats» dans leurs capitales respectives: Saint-Héliier et Saint-Pierre-Port. Le parlement de Jersey rassemble les cinquante-deux députés des onze paroisses de l'île. Le *bailli* choisi par la Couronne parmi les habitants de l'île réunit sur sa tête la présidence de la Cour, celle des Etats et la responsabilité de l'Exécutif. Un lieutenant-gouverneur représente le Roi. La paroisse est administrée par un «connétable», assisté de trois «centeniers» et de quelques «vingteniers». L'archipel possède ses douanes et son système fiscal propre, particulièrement avantageux. A Sercq — l'île sans routes ni autos, le plus petit «Etat» du monde — règne la bonne châtelaine, la «Dame de Sercq», vassale directe du «duc de Normandie».

La Coutume de Normandie — du XIII<sup>e</sup> siècle — que les juristes insulaires allaient, nombreux autrefois, étudier à Caen, est restée en vigueur. Les actes publics et les avis officiels ont des titres français, mais sont rédigés en anglais; c'est aussi par pure tradition que débute symboliquement en français les débats politiques et judiciaires. Les rues portent des plaques bilingues, parfois avec deux noms différents!

Ce maintien partiel des formes ne dissimule plus une assimilation très poussée. Le doux climat des «sunny islands» a attiré l'installation de quinze mille Britanniques et les touristes affluent en toutes saisons. Mal relié au continent, l'archipel échappe à la contre-influence française, si on excepte la présence de 2700 résidents français — au lieu de 4000 avant 1914 — et le passage de travailleurs saisonniers bretons. Les touristes français sont vingt fois moins nombreux que les britanniques. Aussi le dialecte normand le cède-t-il de plus en plus à l'anglais, même à la campagne. On évalue au quart de la population les ruraux qui emploient encore le patois normand.

Nombreux au XIX<sup>e</sup> siècle, les journaux français ont aujourd'hui disparu. Le dernier, «Les chroniques de Jersey», a cessé de paraître en décembre 1959, après cent

<sup>1</sup> Jersey: 117 km<sup>2</sup> — 58.000 habitants.

<sup>2</sup> Guernesey: 74 km<sup>2</sup> et 44.000 habitants (dont 8 km<sup>2</sup> et 1400 habitants pour Aurigny).

<sup>3</sup> Sercq: 5 km<sup>2</sup>, 540 habitants. La décision de la Cour Internationale de Justice du 17 novembre 1953 consacre en outre la souveraineté de la Couronne sur les récifs des Minquiers et des Ecrehou.

quarante-cinq années d'existence. Cependant, une association régionaliste publie encore à Saint-Héliér un bulletin français.

Les îles Normandes abritent un peuple qui achève sa mue. Les avantages matériels du régime, son libéralisme même, que traduit la scrupuleuse observance des formes traditionnelles, l'ont sans ingérence ni violence détaché de l'éthnie mère.

Pourtant le fond humain n'a guère changé; le français, qui reste d'accès facile, est assez généralement compris et parlé à l'occasion; et l'attachement aux institutions locales est des plus vifs. Cela suffit pour distinguer du peuple britannique ces Normands «non redimés»: ni Français, ni Anglais, mais Anglo-Normands.

### In Memoriam

Dr. Walter Kolarz

Durch seine Rußland-Bücher, besonders „Rußland und seine Kolonien“ und „Religion in der Sowjetunion“, hatte der am 21. Juli erst fünfzigjährig in London verstorbene Gelehrte Dr. Walter Kolarz Weltruf erlangt. Der verstorbene Leiter der zentralen Forschungsabteilung der British Broadcasting Corporation war 1912 in Teplitz-Schönau in Böhmen geboren. Nach seinem Studium kam er als Journalist nach Berlin, gehörte der Sudetendeutschen Sozialdemokratischen Partei an und wurde 1936 wegen seiner Haltung aus dem Dritten Reich ausgewiesen. Er ging nach Paris, heiratete dort eine Russin und flüchtete 1940 nach London. Dort kämpfte er mit Wenzel Jaksch und Richard Reitzner gegen die Austreibungspläne des Edvard Benesch. Sein 1946 in London erschienenes Werk „Myths and Realities in Eastern Europe“ war eine objektive historische Studie, an die sich die eingehende Befassung mit der Minderheitenfrage in der Sowjetunion und deren Machtbereich schloß. Über die nationale Frage kam Kolarz zur Beschäftigung mit der religiösen Situation der Sowjetunion. Zuletzt wandte sich Kolarz auch mit zahlreichen Reisen dem Studium der neuen Staaten Afrikas zu. Umfangreiches Wissen, strenge Sachlichkeit und fanatische Wahrheitsliebe kennzeichnen das Leben und Schaffen dieses Fachmannes der Nationalitätenfrage.

### Vom Leben der Volksgruppen

#### BALTISCHE LÄNDER

##### Minderheiten in Estland

Die sowjetische Volkszählung vom 15. Jänner 1959 gibt für die Estnische Volksrepublik folgende Zahlen an: Bevölkerung 1.197.000, davon Russen 23,9%, Esten 72,9%. Der Rest sind kleine Volkssplitter. Die mit 287.000 angegebenen Russen sind größtenteils erst nach dem Kriege eingewandert, da vorher in Estland nur 8,2% Russen gezählt wurden. Die Russifizierung in Sprache und Kultur wird vorangetrieben. Ab dem zweiten Schuljahr wird in den Elementarschulen die russische Sprache gelehrt, deren Ausmaß bis zum Ende der Mittelschule allmählich ansteigt und rund 20% des Gesamtunterrichts erfährt.

(„Le Syndicaliste Exilé“, Paris, No. 7/1962.)

### BELGIEN

#### Données statistiques sur la répartition ethnique de Grand-Bruxelles

Un député flamand a voulu savoir combien de miliciens de l'agglomération bruxelloise ont choisi, au cours des trois dernières années, le néerlandais ou le français comme langue véhiculaire.

Par la voie du «Bulletin des Questions et Réponses», le ministre — Flamand lui-même — de la Défense Nationale répond par le tableau ci-après:

#### Agglomération bruxelloise

Régime ling. choisi	Nombre	%	Régime ling. choisi	Nombre	%
Classe 1959:			Classe 1960:		
Néerlandais	575	16,46	Néerlandais	530	15,36
Français	2.919	83,54	Français	2.917	84,55
			Allemand	3	0,09
Total	3.494	100,00	Total	3.450	100,00
Classe 1961:			Classe 1961:		
Néerlandais	586	16,63			
Français	2.937	83,37			
Total	3.523	100,00			

a) nombre des abonnés au téléphone ayant souscrit leur abonnement

en langue française: 213.369;

en langue néerlandaise: 15.413.

b) nombre des abonnés au réseau télex ayant souscrit leur abonnement

en langue française: 806;

en langue néerlandaise: 37.

c) nombre des demandes téléphoniques:

1. au service du réveil au cours du mois de mai:

en langue française: 12.076;

en langue néerlandaise: 1.176.

2. au service de l'horloge parlante. Il n'est pas possible — dit la réponse — de déterminer le nombre de demandes émanant de l'agglomération bruxelloise, tous les appels aboutissant aux installations de Bruxelles. A titre indicatif, il a été dénombré, pour tout le pays, au cours du mois de mars:

en langue française: 363.772;

en langue néerlandaise: 71.034.

3. au service de renseignements et

4. au service «inter» le travail de discrimination est en cours.

Les renseignements seront communiqués séparément dès que possible à l'honorable membre (le Député qui a posé la question).

d) le nombre de télégrammes et d'avis d'appel téléphonique déposés au cours du mois de mai 1962:

au service 905 (service français): 51.538;

au service 985 (service néerlandais): 9095.

Et voilà! La conclusion est claire, d'une évidence qui crève les yeux.

Mais «Le Peuple» donne encore d'autres précisions édifiantes:

Il ne nous est pas possible de publier le tableau détaillé qui a été envoyé, par les soins du département des P. T. T. à notre ami Henry. Disons seulement que pour la circonscription des T. T. il y a 526 agents d'expression française et 666 agents d'expression néerlandaise, de tous âges et de tous grades; pour la circonscription téléphonique, on compte 286 agents d'expression française et 384 agents d'expression néerlandaise.

(Bulletin d'Information et de Presse de la Fondation Ch. Plisnier.)

#### Griets de la vallée des Fourons

Les habitants des Fourons dont le rattachement au Limbourg flamand doit être décidé par le Sénat belge, ont envoyé des lettres au général de Gaulle et au chancelier Adenauer pour leur demander d'intervenir personnellement en leur faveur. Les lettres auraient été signées par 4000 des 4500 habitants de la vallée des Fourons. Elles demandent le maintien des Fourons dans la province francophone de Liège.

(DNA, Straßburg.)

#### BUNDESREPUBLIK DEUTSCHLAND

##### Landtagswahlen in Schleswig-Holstein

Nach einem lebhaften Wahlkampf fanden am 23. September Landtagswahlen in Schleswig-Holstein statt. Die dänische Volksgruppe, die bisher zwei Landtagssitze innehatte, mußte sich mit einem Sitz begnügen. So erhielt nur Berthold Bahnsen ein Mandat, während der SSW-Landesvorsitzende Karl Otto Meyer das zweite Mandat nicht erringen konnte. Auf die Liste der SSW entfielen diesmal 26.822 Stimmen oder 2,5% gegenüber 34.136 Stimmen oder 2,8% bei den Landtagswahlen 1958.

Landtagsabgeordneter Berthold Bahnsen erklärte: „Die neue Konstellation im Landtag gibt unter Umständen dem SSW-Abgeordneten größeres politisches Gewicht. Ich werde es als meine vornehmste Aufgabe betrachten, dafür zu wirken, daß die kulturelle Gleichberechtigung in unserem Landesteil geschaffen wird und daß eine auf gesetzlicher Grundlage ruhende Ordnung für alle Gebiete unserer kulturellen und volklichen Arbeit gefunden wird.“ Die Zeitung „Jyske Tidende“ stellte fest: „Die dänische Minderheit repräsentiert weiterhin einen wesentlichen Teil der Bevölkerung im Grenzland. Es kommt nun darauf an zu zeigen, daß die dänische Minderheit eine Mitverantwortung übernehmen will, was die Lösung der vielen schwierigen Probleme betrifft, die im Zuge der Verhandlungen der EWG entstehen.“

#### DÄNEMARK

##### Steigende deutsche Schullerzahlen in Nordschleswig

Nach der offiziellen Statistik des Deutschen Schul- und Sprachvereines für Nordschleswig stieg seit dem Wiederaufbau des deutschen Schulwesens 1946 die Zahl der Schulen bis Mitte 1962 von 4 auf 29 und der Schüler von 174 auf 1519. Dazu kommen 25 Schüler an der Deutschen Nach- und Volkshochschule in Tingleff und 369 Kinder in den deutschen Kindergärten, deren dreizehnter in Sommerstedt eröffnet wurde. „Der Nordschleswiger“ bemerkt, daß entsprechend dem Prozentsatz der deutschen Wählerstimmen 2500 Schulkinder vorhanden sein müßten. Die geringere Zahl sei eine Kriegsfolge.

##### Menschen im Grenzland

Auf Einladung des Grundtvigsk Konvent fand in der Volkshochschule zu Rödding am 9. August eine Diskussion „Was gestaltet die nationale Politik einer Minderheit?“ zwischen dem Folketingsabgeordneten Hans Schmidt-Oxbüll und dem SSW-Hauptvorsitzenden Karl Otto Meyer statt. Letzterer erklärte, im Grenzland müsse der einzelne Mensch zwischen deutscher, dänischer und friesischer Kultur wählen. Er wies auf die Schwierigkeit, die Jugend festzuhalten, hin. Er hob die Notwendigkeit einer eigenen dänischen politischen Partei hervor. Die Nationalpolitik der dänischen Minderheit habe eine europäische Zielsetzung. Der Einsatz werde im Vertrauen auf den Fortbestand der nationalen Minderheit geleistet. „Wir geben auch unsere Arbeit für eine neue Grenzziehung nicht auf, obgleich wir wissen, daß es lange dauern kann. Die neue Grenze wird erst erreicht, wenn sich die Kulturgrenze verschoben hat.“ Schmidt-Oxbüll erklärte, daß der Selbstbehauptungswille die Politik der Minderheit gestaltet. Dazu gehöre der Wille zur Anerkennung der Lage der Dinge. Er sei schon 1939 für

eine deutsch-dänische Arbeitsgemeinschaft mit Anerkennung der Grenze als Grundlage der Zusammenarbeit eingetreten. Das sei seit 29 Jahren der Leitfadens seiner Arbeit. Es handle sich nicht um eine Frage zwischen den Staaten, sondern um die nachbarliche Toleranz.

#### FRANKREICH

##### Internationaler Keltischer Kongreß

In Tréguier Landreger (Bretagne) fand vom 18. bis 22. August 1962 der „Congrès celtique international“ statt, an welchem sich Teilnehmer aus den sechs keltischen Völkern bzw. Sprachgruppen beteiligten, darunter über hundert Delegierte aus Übersee. Der Kongreß genoß die besondere Förderung der gewählten politischen Vertreter der Bretonen, darunter des Deputierten P. Bourdellès und des Bürgermeisters von Tréguier, Nicolas, der auch den Rathaussaal zur Verfügung stellte. Der Kongreß begrüßte insbesondere die an die Adresse der UNESCO gerichtete Entschliebung der UNESCO-Organisationen und Universitäten der skandinavischen Länder zum Schutz der bedrohten Minderheitensprachen. Von großer Bedeutung war die offizielle Teilnahme der Republik Irland an dem Kongreß, die den Präsidenten des Senats Liam O Ruachalla und ihren Gesandten in Paris, Dennis Mac Donald entsandte. Der Präsident des Senates überbrachte Grüße des Staatspräsidenten De Valera und des Außenministers Frank Aiken. Radio-Eireann brachte große Teile des Kongreßgeschehens, aber auch die Télévision Française und die BBC vermittelten Ausschnitte davon. (Die Vorträge und Entschliebungen des Kongresses werden durch dessen Vorsitzenden Dr. Etienne Preder, Châteaulin, in Druck herausgegeben.)

(„Ar Vro“, No. 15, Desbordes 1962; „Breiz“, No. 60/1962, Rennes.)

##### Um die deutsche Sprache im Elsaß

Anläßlich der Deutschlandreise von General de Gaulle und der allgemeinen Entwicklung erinnern elsässische Blätter an die von General de Gaulle am 18. Juni 1959 am Kleberplatz in Straßburg gesprochenen Sätze: „Und so ist denn das Elsaß dazu berufen, einmal mehr in der Geschichte Frankreichs eine exemplarische Rolle zu spielen. Denn es ist genau dort plaziert, wo sich die beiden großen Völker begegnen und verständigen können, die an den Ufern des Rheins leben. Der Rhein, ich sagte es 1945, ich wiederhole es heute mit mehr Überzeugung, der Rhein soll kein Graben mehr sein, er muß ein Bindeglied sein zwischen allem, was groß und stark ist an seinen beiden Ufern.“

Unter dem Titel „Heiteres und Bitteres“ schreibt Marcel Jacob am 12. September in „Le nouveau Rhin français“: „In einem in deutscher Sprache redigierten Kommentar der ‚Agence France Presse‘ hieß es am 7. September: ‚Bei den praktischen Dispositionen, die zur Stärkung der bereits auf zahlreichen Gebieten bestehenden Bindungen getroffen wurden, geht es offenkundig um die wirtschaftlichen und um kulturelle Fragen. Gelegentlich der deutschen Ansprachen von General de Gaulle sprach man viel vom französischen Unterricht in der Bundesrepublik und vom deutschen Unterricht in Frankreich.‘ Hier möchten wir nun ganz piano, piano bescheiden fragen, ob eventuell, unter Umständen, sogar und wenn möglich von dieser Pflege des Deutschunterrichtes in Frankreich vielleicht auch jene Provinz profitieren dürfte, von der der heimgewandte Eroberer der deutschen Herzen auf einem Kleberplatz einst sagte, daß sie eine Brückenmission zu erfüllen habe. Wir möchten lediglich verbiten wissen, daß in puncto Zweisprachigkeit unsere Volksschüler aus dem Drouot, der Semm, dem Ried und dem Sundgau schlechter gestellt sind als die Volksschüler aus ... Durlach. Hier aber hört der Spaß auf und es wird bitter ernst. Vor der ganzen Welt hat unser Staatschef in eklatanter Weise den Nutzen der Zweisprachigkeit vor demonstriert. Er, der so gründlich die französische und die deutsche Geschichte kennt, wird doch wohl auch wissen, daß in dieser Provinz am Rhein Kinder leben — und nicht

nur Lyzeumsschüler — denen die Geschichte eine natürliche Veranlagung zur Zweisprachigkeit verlieh. Wie lange soll es noch dauern, daß im Zeitalter der Schleifung der Grenzen auf der Bewältigung trauriger Vergangenheiten diese natürliche Veranlagung, dieses wertvolle Gut in nationalistischer Verblendung erstickt und unterbunden wird? Es wäre doch wirklich allzu bitter, wenn inmitten all dieser historischen Versöhnungen ein einziges Opfer alter Vorurteile verbleiben sollte: der kleine elsässische Volksschüler. Nach so vielen schönen Reden in deutschen Landen sollte General de Gaulle auch seinem Unterrichtsminister ernstlich ins Gewissen reden.“

An den letzten Satz knüpft Marcel Jacob in seiner Colmarer Tageszeitung am 16. September unter dem Titel „Von Poincaré zu de Gaulle“ an, zitiert „Paris-Presse-Intergaant“: „General de Gaulle will, daß die Franzosen Deutsch lernen . . . er hat vom Unterrichtsminister verlangt, er solle die Mittel studieren, um den Deutschunterricht in Frankreich zu entwickeln“ und fragt: „Sind auch die Elsässer Franzosen? Sind auch die elsässischen Volksschüler Franzosen? Ja oder nein — ist es vernünftig, die Kenntnis der deutschen Sprache an der italienischen, an der spanischen Grenze oder am Ärmelkanal zu fördern und sie am Rhein zu sabotieren? Ja oder nein — kennen General de Gaulle und sein Unterrichtsminister eine einzige Provinz, in der die Erlernung der deutschen Sprache leichter fällt und natürlicher ist als in der Provinz am Rhein? Kennen Sie eine einzige Provinz, in der die Kenntnis der deutschen Sprache nützlicher und verwertbarer ist als längs der franko-deutschen Grenze, am Treffpunkt Frankreichs mit der deutschsprachigen Schweiz? General de Gaulle proklamierte die deutsch-französische Freundschaft und die gebieterische Notwendigkeit der deutsch-französischen Zusammenarbeit. Er ist in dieser Hinsicht der ausgeprägte Gegenpol seines berühmten Vorgängers Raymond Poincaré, für den Deutschland der „Erbfeind“ war, zu dem es keine Brücken geben konnte. Aber unter Raymond Poincaré gab es im Elsaß einen sehr annehmbaren Deutschunterricht. Unter General de Gaulle, dem umjubelten Redner von Bonn, Köln, Düsseldorf, Hamburg, München, Stuttgart wird dieser Deutschunterricht mit allen Mitteln sabotiert und unterbunden. Was auf diesem Gebiet von dem unversöhnlichen Feind Deutschlands, Raymond Poincaré, gesetzlich geschaffen wurde, wurde unter dem großen Freunde Deutschlands, Charles de Gaulle, ungesetzlich abgeschafft. „General de Gaulle will, daß die Franzosen Deutsch lernen.“ Den Elsässern aber, deren Volks- und Umgangssprache ein deutscher Dialekt ist, soll die Erlernung der Schriftform ihrer Volkssprache versagt bleiben? Diese Frage und ihre Behandlung bildeten bis jetzt ein trauriges Kapitel der elsässischen Nachkriegszeit. Im Lichte der allgemeinen Entwicklung werden sie immer mehr zu einer Groteske und zu einem Skandal.“

Unter dem Titel „Heute im Elsaß“ zitiert „Le nouveau Rhin français“ die „Frankfurter Allgemeine“, die in einem gleichnamigen Artikel schrieb, wenn man im Haut-Rhin eine Verbesserung des Deutschunterrichtes verlangt, „dann will man dies nicht als einen verbohnten Lokalpatriotismus verstanden wissen. Man sieht in der Zweisprachigkeit einen Charakterzug und einen Vorteil der eben zwei Kulturen gehörenden Landschaft. . . Daß maßgebliche Leute sich um die Erhaltung der elsässischen Eigenart bemühen, hat nichts mit Distanz von Frankreich zu tun. . . Der europäische Zusammenschluß hat auch das Verhältnis der Elsässer zu Deutschland in ein anderes Licht gerückt. Es ist nüchterner, sachlicher, selbstverständlicher geworden. . . Es ist nicht mehr von Sentiments der einen oder anderen Art, nicht mehr mit politischen Hypothesen belastet. Es ist von der Zusammenarbeit im Alltag geprägt.“ Vor allem aber zitiert er eine Resolution des Gemeinderates von Grussenheim vom 5. September 1962 (ähnliche nahmen indessen auch andere Gemeinden an):

„Der Gemeinderat als Sprecher der Bevölkerung und im besonderen der Eltern der Schüler, stellt einmal mehr fest, daß noch immer keine Änderung eingetreten ist in der Erteilung des Deutschunterrichtes in den Volksschulen der Ostdepartements, die als Grenzland speziell interessiert sind an der Kenntnis dieser Sprache und auch im Hinblick auf die wirtschaftliche und kulturelle Entwicklung unserer Region im Rahmen des Gemeinsamen Marktes. Dem Beispiel anderer Municipalitäten und zahlreicher Vereinigungen folgend, verlangt der Gemeinderat, daß die Organisation des Deutsch-

unterrichtes erneut einer Prüfung unterzogen wird. Der Gemeinderat spricht den Wunsch aus, daß das Dekret Poincaré-Pfister von 1927, das diesem Unterricht im Rahmen des Wochenprogrammes mehr Raum gibt, erneut in Kraft gesetzt wird. Er bedauert, daß die Bestimmungen dieses Dekretes wirkungslos wurden ohne vorherige Konsultierung der Bevölkerung.“ In dieser Resolution einer kleinen elsässischen Gemeinde wird in knapper, klarer und deshalb eindrucksvoller Form alles Wesentliche gesagt zum Problem des Deutschunterrichtes. Den Männern, die diese Resolution verfaßt haben, geht es nicht um Folklore und Politik. Es geht ihnen, nüchtern und sachlich, um vitale Interessen des Volkes.“

Die Bevölkerung des Elsaß hofft, wie diese Zitate zeigen, daß im Zeichen der deutsch-französischen Freundschaft die elementaren Rechte wenigstens so wiederhergestellt werden, wie sie zur Zeit der „Erbfeindschaft“ unter Poincaré bestanden.

## ITALIEN

### Görzer Erzbischof an die Slowenen

Der neue Erzbischof von Görz, Msgr. Andrea Pangrazio, hat die Görzer Slowenen in ihrem neuen katholischen Kulturheim besucht. Die Slowenen bereiteten ihrem Oberhirten einen herzlichen Empfang. Die Worte des Erzbischofs an die Versammlung waren ein Beweis seiner Liebe und Sorge für alle Gläubigen. Er sagte, daß er leider noch nicht die slowenische Sprache beherrsche, daß er sich aber bei nächster Gelegenheit bemühen werde, zu den Slowenen ein Verständnis der slowenischen Sprache ausgedrückt. Der hl. Vater aber habe ihm erwidert, daß er noch jung sei. Was die slowenischen Gläubigen in der Erzdiözese Görz betrifft, bemerkte der Erzbischof, daß ihm alle Kinder der Diözese gleich nahe stehen, denn in der katholischen Kirche gebe es keine Minderheiten, wie man sie auf anderen Gebieten kennt.

(Naš tednik Kronika, 19. Juli 1962.)

### Aus dem slowenischen Vereinsleben in Triest

„Slovenska katoliška skupnost“, die Vereinigung katholischer Slowenen in Triest, hatte am 27. Juni ihre Jahresversammlung. Der Vorsitzende der „Slovenska lista“, der slowenischen Liste im Triester Gemeinderat, Dr. Simčič, berichtete über die politische Tätigkeit im Ausschuß wie im Triester Gemeinderat in der abgelaufenen Sitzungsperiode. Die SKS hat im Rahmen des Koordinationsausschusses mit der Slovensko demokratsko zvezo, der demokratischen slowenischen Partei, gemeinsame wichtige Fragen erörtert. Sie werden auch weiterhin eng zusammenarbeiten, weil sie heute die einzigen demokratischen slowenischen Vereinigungen sind und nur mit vereinten Kräften die Vertretung der Slowenen im Triester Stadtrat sichern können. Stark war die junge Generation bei der Versammlung vertreten und nahm lebhaften Anteil. Zum Vorsitzenden wurde Dr. Teofil Simčič wiedergewählt.

### IV Congres Internazional di Ladins

The IV Congres Internazional di Ladins di Grison, Friul y Dolomits was held at St. Ulrich in Gröden-Urtisei on September 8, 1962. Representatives had been sent by the Rhaeto-Romanic population of Graubünden, the Ladin population of the Dolomite area, the Furlani, and the national authorities. Mr. Franz Prugger, president of the „Uniu di Ladins“, and the burgomaster, M. Rudolf Moroder, welcomed the guests in the Cesa di Ladins. Reports were given by Dr. Bortelli of the Societat filologjica friulana, and Professor Dr. h. c. Stiafan Loringget of the Lia Rumantscha; the report written by Professor Heimann (Bologna) was read out by Direktor Aldosser, Assessor Dr. Zelger, on the part of the Provincial Government of South Tyrol, welcomed the endeavours of the Ladins concerning language and culture and assured them of full support. A parish priest from the Fassa Valley pointed out that little regard was being

paid to the interests of the Ladins in the Province of Trento. The Secretary General of the FUEV, Ministerialrat Povel Skadegard, was present and delivered an address of welcome. The session was followed by a festival with shows of national costumes, music, songs, and dance. An art exhibition and a bus tour through the Ladin valleys had also been arranged.

#### Ill-treatment Proved

In their issues of September 22, 1962, "L'Adige" and "Alto Adige" report that Dr. Deluca, Examining Magistrate at Trento, concluded the investigations concerning the case of the Italian businessman, Livio Pergol of Lavis, who had been arrested by Carabinieri on July 18, 1961. After it had come to the knowledge of Dr. Ciccirelli, Judge of the District Court of Neumarkt, that the abovenamed Italian citizen and national, who had been arrested in connexion with the bomb outrages in the Province of Bozen, was ill-treated by the Carabinieri, he informed Dr. Spadea, public prosecutor at Neumarkt to the Trento magistrate prison. A careful medical examination was carried out by Dr. Zanaldi, lecturer at the University of Padua, who found marks of violence. Pergol declared that at least 20 Carabinieri had beaten him by turns; apart from this he had received electric shocks, salt water treatment, etc. As he did not lay information to the authorities, the charge of ill-treatment against offender unknown was dropped for lack of evidence. Pergol himself was released without any charge having been brought against him. However, he told people many details about the ill-treatment he had received, especially naming Carabinieri Marras and First Lieutenant Rotellini of the Carabinieri. In June, 1962, Examining Magistrate Dr. Deluca instituted an inquiry and proved that the deposition made by Pergol was in full accordance with truth. In his summary he declared about Marras' and Rotellini's actions: "We have the duty to condemn those events on the grounds of civilization and human decency. A severe rebuke must be administered to those soldiers, who deliberately violated the law the servants of which they ought to be. It must not be tolerated, nor admitted, that in a country of old culture, such as the Italian Republic, whose first and foremost aim is the protection of its citizens against force and suppression of any kind coming from whatever direction, a citizen should be subject to corporal violence of any kind. It is the eternal laws of religion, the noble heritage of culture and civilization, the progress achieved and the duty to protect our hard-won liberty which require such detestable actions to be condemned by the authorities of jurisdiction, for those actions will violate not only the dignity of the victim but likewise that of the offender. What makes things worse is that those detestable measures were taken against helpless persons with not the least means of defence."

These words, however, are followed by the statement that the Carabinieri acted, not out of intention, but out of a wrong conception of duty, in order to obtain useful information from the person concerned. — Therewith the case was shelved.

#### State of Negotiations on South Tyrol

On July 31, 1962, Foreign Minister Dr. Kreisky and Foreign Minister Senator Piccioni met in Venice. This meeting shows that the atmosphere between Italy and Austria has improved. It was agreed to report to UNO about the state of the South Tyrol problem and to continue the bilateral negotiations between Rome and Vienna at a later date.

At the 17th General Assembly of UNO on September 25, 1962, the Austrian Foreign Minister, Dr. Kreisky, gave a report on the measures taken with regard to the execution of the recommendations made by the 15th and 16th UNO General Assemblies as to resolving the dispute between Italy and Austria concerning the problem of South Tyrol, measures which have not led to a result so far. On September 28, the Italian Foreign Minister, M. Piccioni, reported on the South Tyrol problem. On September 21,

the Sub-Committee for South Tyrol of the Political Commission of the European Council met at Strasbourg. In accordance with its instructions, it had examined the development of the situation in South Tyrol. It had been favourably impressed by the progress of the Commission of Nineteen instituted by the Italian government, and by the fact that both governments had again taken up contacts and direct negotiations. The committee will have another meeting in Paris on November 19.

The Commission of Nineteen, which has been working since the autumn of 1961, found itself unable to conclude its work and to submit to the Italian government proposals concerning the solution of the South Tyrol problem by June, 1962, as had been planned. Having entered on the long recess in July, the Commission will resume deliberations in Rome by October.

## JUGOSLAWIEN

### Slowenisches Jugendseminar über nationale Minderheiten

In Koper (Capodistria) in der Zone „B“ des Freien Territoriums Triest (T. L. T.), die durch das Londoner Memorandum von 1954 in jugoslawische Verwaltung übergegangen ist, fand im Sommer ein „Internationales Jugendseminar über nationale Minderheiten“ statt, an welchem sich slowenische Jugendorganisationen nicht nur aus Jugoslawien, sondern auch aus Österreich und Italien beteiligten. Hierbei hielt der Vorsitzende der „Jugoslawischen Jugend“, Ernst Petric, einen Vortrag über die nationalen Minderheiten in Jugoslawien. Darin führte er aus, daß derzeit in Jugoslawien die Zahl der Minderheitsangehörigen die folgende sei: Albaner (Skipetaren) 754.245, Magyaren 502.175, Türken 259.535, Slowaken 84.999, Bulgaren 61.708, Ukrainer (sogenannte „Rusini“) 37.535, Rumänen 60.364, Tschechen 34.517, Italiener 35.874. Davon lebten in Slowenien 11.000 Magyaren im Übermurgebiet und 3000 Italiener im Bezirk Capodistria (Koper). Von einer deutschen Minderheit wurde ebensowenig gesprochen wie in dem bekanteten Vortrag von Ales Bebler vor der Österreichischen Gesellschaft für Außenpolitik in Wien. Tatsächlich ist durch physische Vernichtung und Austreibung die Zahl der Angehörigen der deutschen Volksgruppe in Jugoslawien auf ein Minimum zusammenschmolzen. Dennoch gibt es aber noch eine deutsche Volksgruppe, auch wenn ihre Existenz offiziell geleugnet wird.

### Tagung italienischer Lehrer

In Rovin-Rovigno fand ein mehrtägiges Seminar für Lehrer und Professoren der italienischen Minderheit in Jugoslawien statt, an dem 47 Personen aus Koper-Capodistria, Pulj-Pola und Rijeka-Fiume teilnahmen. An dem von der Volksrepublik Kroatien veranstalteten Seminar sprachen als Referenten Professoren der Universitäten Padua, Ancona und Triest sowie Belgrad und Agram. Die Themen waren aus dem Bereich der italienischen Kultur, Literatur, Sprachwissenschaft und Geschichte Italiens.

### Amnestiegesetz mit Einschränkungen

Derzeit leben rund 1,5 Millionen aus dem Staatsgebiet von Jugoslawien stammende Menschen im Ausland. Nach verschiedenen Versuchen diese teilweise in die Heimat zurückzuführen, denen Erfolg versagt blieb, hat im April 1962 das Belgrader Parlament ein Gesetz erlassen, das 1500 politische Häftlinge und etwa 200.000 im Ausland lebende politische Flüchtlinge amnestiert. Ausdrücklich von der Amnestie ausgenommen sind aber die 1945 von Tito vertriebenen Volksdeutschen. Der auf sie bezügliche Absatz des Gesetzes lautet:

„Von der Amnestie sind ausgenommen die Volksdeutschen und jene Mitglieder anderer nationaler Minderheiten, die den feindlichen militärischen, politischen und anderen Organisationen angehörten oder mit ihnen zusammenarbeiteten und jetzt im Ausland leben...“

Dies bedeutet, daß die entgegen den Bestimmungen des Potsdamer Abkommens von Titos Regierung ausgesiedelten Volksdeutschen der Amnestie nicht teilhaft werden, auch wenn sie sich keiner politischen Vergehen gegen Jugoslawien schuldig gemacht

haben. Weil aber viele Volksdeutsche zum Dienst in der Waffen-SS oder Wehrmacht gezwungen worden waren, werden überdies die Volksdeutschen als nichtamnestiewürdige Kriegsverbrecher eingestuft. Das Ziel dieser beabsichtigten Diskriminierung ist: mit der Ausklammerung der Volksdeutschen aus der Amnestie ihnen auch die theoretische Rückkehr-Chance zu nehmen und jede Möglichkeit zu entziehen, Ansprüche auf ihr 1945 enteignetes und geraubtes Vermögen zu stellen.

#### MITTELDEUTSCHLAND (SOWJETZONE)

##### Die Frage der Sorben

In der Ober- und Niederlausitz, zwischen Spreewald und Lausitzer Bergen, wohnen als Rest der 806 von Karl dem Großen und seinem Sohn unterworfenen slawischen Gruppe zwischen Elbe und Saale die Sorben. Es wurden 1925 in der Niederlausitz 34.000 und in der Oberlausitz 28.000 Sorben gezählt. Heute sind schwankende Angaben über ihre Zahl verbreitet. Ein 1957 in Leipzig erschienen Lexikon beziffert die Sorben mit 60.000 bis 70.000, in seiner zweiten Auflage aber mit 100.000 bis 150.000 und der kommunistische Schriftsteller Jurij Brezan beziffert sie mit 250.000. Nach Berichten von sorbischer Seite, auch leitender Mitglieder des sorbischen Volksverbandes „Domowina“, beträgt aber die Zahl der Sorben heute höchstens 38.000.

Nach dem zweiten Weltkrieg rückten die Sorben in den Blickpunkt der Kommunisten in der Sowjetzone, als die Tschechen sich um Angliederung des von den Sorben bewohnten Gebietes bemühten. Die sächsische Landesregierung erließ am 23. Mai 1948 ein Gesetz zur Wahrung der Rechte der sorbischen Bevölkerung. Dieses verhielt den Sorben politische und kulturelle Förderung. Bereits im Mai 1945 war die 1912 gegründete und 1937 verbotene „Domowina“ als Interessenverband der Lausitzer Sorben mit sowjetrussischer Billigung wieder ins Leben gerufen worden. Der erste Vorsitzende der „Domowina“ Dr. Nedo war sehr für die sorbischen Anliegen beflissen, aber weniger parteieifrig. Er wurde 1952 auf dem zweiten Kongreß der „Domowina“ durch den Altkommunisten Kurt Krenz ersetzt. Innerhalb der Sozialistischen Einheitspartei gab es zwei Richtungen bezüglich der Sorben; die eine Gruppe wollte die unauffällige Einschmelzung in die deutsche Bevölkerung fördern, die andere ein besonderes sorbisches Gebiet, wenn schon wegen der Kleinheit der Gruppe keinen sorbischen Staat schaffen. Letztere Gruppe setzte sich durch. Aber die Sorben bekundeten ihren Willen zum weiteren ungestörten Zusammenleben mit den Deutschen ohne Schaffung eines rein sorbischen Gebietes.

Auf Rat der Sachverständigen für Sorbenfragen im Politbüro Pankows wurde nun ab 1952 das Hauptaugenmerk auf die kulturelle Betreuung gelegt. Es wurden einige sorbische Zeitungen gegründet, ein Studio für sorbische Sendungen beim Staatlichen Rundfunkkomitee und ein sorbisches Studio in Görlitz geschaffen, mehrere sorbische Grund-, Mittel- und Oberschulen errichtet und Propaganda zur Erweckung eines sorbischen Nationalbewußtseins gemacht. Die kommunistische Infiltration blieb aber wirksamlos, jedoch bildete sich eine nationalistische sorbische Opposition, die nach Prag und Warschau Verbindungen suchte. Daneben erinnerten sich manche des einstigen jugoslawischen Interesses für die Sorben und einige Sorben dachten an die Gründung einer eigenen sorbischen kommunistischen Partei. Diese Bestrebungen führten zu einer Drosselung der kulturellen Förderung, ausgenommen die kommunistischen Organe. Die Zwangskollektivierung entzog dem sorbischen Bauern- und Handwerkertum die Existenzgrundlage und stellt den weiteren Bestand der kleinen Volksgruppe in Frage.

#### ÖSTERREICH

##### 40-Jahrfeier des Klubs der Kärntner slowenischen Akademiker in Wien

Der „Klub der Kärntner slowenischen Akademiker in Wien“ beging die 40-Jahrfeier seines Bestandes. Aus diesem Anlaß beschloß er eine Umbenennung in „Klub

slowenischer Studenten in Wien“ (Klub slovenskih studentov na Dunaju). Die Feier wurde in St. Johann i. R. (Kärnten) begangen, wobei der Obmann des Klubs, Feliks J. Bister über die Geschichte des Vereins sprach. Oberstudienrat Dr. Josko Tischler, Direktor des Slowenischen Gymnasiums in Klagenfurt, hielt die Festansprache. Aus Anlaß der 40-Jahrfeier hat der Klub auch eine Festschrift herausgegeben unter dem Titel „Zbornik slovenskih studentov na Dunaju“, mit Beiträgen von F. J. Bister, Dr. Valentin Inzko und Dr. Franc Zwitter.

(„Slovenski Vestnik“, 14. September 1962.)

##### Jahresbericht des slowenischen Gymnasiums

Das Staatliche Gymnasium und Realgymnasium für Slowenen in Klagenfurt hat seinen Jahresbericht über das 5. Schuljahr seines Bestehens (1961/62) „Letno Porocilo“ mit 56 Druckseiten besonders gediegen ausgestattet. Wie daraus zu entnehmen ist, hat die Anstalt derzeit 18 Professoren und Lehrer (darunter den langjährigen Obmann des Rates der Kärntner Slowenen und jetzt eben 60 Jahre alt gewordenen Direktor der Anstalt Dr. Josko Tischler) und zählt zum Schuljahresende 268 Schüler. In der 7. Klasse sind 17 Schüler, davon 8 Vorzugsschüler. Nächstes Jahr findet dann erstmals die Reifeprüfung (Abitur) an der Anstalt statt. 100 Schüler stammen aus bäuerlichen Familien.

##### Burgenländische Minderheitenführer bei Bundeskanzler Dr. Gorbach

Bundeskanzler Dr. Alfons Gorbach empfing am 13. September 1962 den Präsidenten des Kroatischen Kulturvereins im Burgenland, Dr. Linzer, und dessen Mitarbeiter, den Bezirksschulinspektor für das kroatische Schulwesen im Burgenland, Mersich, und den Präsidenten des Kroatischen Pressevereines, Volksschuldirektor Kornfeld, zu einer Aussprache über die wichtigsten Probleme der kroatischen Minderheit im Burgenland, welche eingehend erörtert wurden. Im Grundsätzlichen wurde die völlige Übereinstimmung der Gesprächspartner festgestellt. Der Bundeskanzler versprach, in der Bundesregierung Maßnahmen in die Wege zu leiten, um den Wünschen der burgenländischen Kroaten in naher Zukunft und im völligen Einvernehmen mit dem Kroatischen Kulturverein im Burgenland Rechnung zu tragen.

(„Wiener Zeitung“ vom 14. September 1962.)

Hiezu meldet „Austria Presse Agentur“ am 30. September: „Eine Konferenz der Bürgermeister der kroatischsprachigen Gemeinden des Burgenlandes sprach dem Kroatischen Kulturverein das Recht ab, im Namen der kroatischen Minderheit im Burgenland Forderungen zu erheben und als beauftragte Interessenvertreter aufzutreten. Die gewählten Mandatäre hätten schon 1955 die Staatsvertragsauslegung durch den Kroatischen Kulturverein abgelehnt.“

##### Forschungsinstitut für den Donauraum

Seine neunte Jahrestagung hielt vom 5. bis 8. Oktober in Wien das Forschungsinstitut für den Donauraum ab. Nach der Begrüßung durch den Vorsitzenden, Gesandten a. D. Theodor Hornbostel sprach Univ.-Prof. Dr. Eugen Lemberg, Wiesbaden, über „Nationalismus und Kommunismus“. Er wies nach, daß der Ostblock keine ideologische Einheit, Nationalismus und Kommunismus keine Gegner, sondern vielfach verflochten sind und der Kommunismus als Vollender des Risorgimento-Nationalismus der Ostvölker auftritt. Von den weiteren Vorträgen, von denen zwei den Ost-West-Handel und die Bedeutung des Erdöls im Donauraum und jener des Univ.-Doz. Dr. Nikolaus von Preradovich, Graz, die Wandlung der Sozialstruktur und der politischen Ideologien bei den Donauvölkern behandelte, sind von besonderem Interesse jene von Dr. Ludwig Gogolak, Wien, über die magyarischen Minderheiten in der Tschechoslowakei, Rumänien und Jugoslawien und die ausgezeichnete Darstellung des Wegs der slowakischen Nation im letzten Jahrhundert durch Univ.-Prof. Dr. Ferdinand Dur-

čanski, München, gewesen. In den Sitzungen des wissenschaftlichen Beirates und der Fachkommissionen wurden wichtige Arbeitsvorhaben durchberaten. — Beizufügen ist, daß die Prager Regierung durch ihre Wiener Botschaft an die österreichische Regierung ein Begehren um Auslieferung des slowakischen Exilpolitikers und seinerzeitigen Mitgliedes der Regierung Tiso Dr. Ferdinand Durčanský mit der Behauptung richtete, er sei Kriegsverbrecher, weil er an der Ausrottung des slowakischen Volkes gearbeitet habe.

## SCHWEIZ

### Die Sprachenfrage in der Schweizer Armee

Zu diesem Thema brachte die Zeitschrift „Der Fourrier“ im November 1961 eine Studie von Dr. H. R. Kurz. Sie beginnt mit der Feststellung, daß es in der Armee keine Sprachenfrage gibt. „Die Vielsprachigkeit ist wie in der Schweiz auch in der Armee eine Selbstverständlichkeit. Die Armee ist bisher ohne besondere Vorschriften für die Behandlung der Sprachen und namentlich zum Schutz der sprachlichen Minderheiten in der Armee ausgekommen. Die Regelung der Verhältnisse erfolgt weitgehend nach altem Gewohnheitsrecht, wobei die allgemeinen, in unserem Staate gültigen Grundsätze, insbesondere die Prinzipien des föderativen Staates maßgebend sind. Trotzdem die Sprachenfrage in der Bundesverfassung geregelt ist, handelt es sich dabei viel weniger um eine Rechtsfrage als um eine solche des Taktes und der selbstverständlichen gegenseitigen Rücksichtnahme. In der Verschiedenartigkeit von Bekenntnis, Brauchtum und Sprache unseres Volkes liegt eine der tragenden Kräfte unseres nationalen Zusammenlebens.“

Das für die Rekrutierung und die militärische Einteilung gültige Territorialprinzip führt zu einer Reihe von Konsequenzen sprachlicher Art. Das praktische Ergebnis dieses Prinzips liegt darin, daß in der Regel auch Angehörige desselben Sprachbereiches in denselben militärischen Verbänden eingeteilt werden. Grundsätzlich wird — schon aus rein praktischen Gründen — angestrebt, Einheiten gleicher Sprache zu bilden. Die Rücksichtnahme auf die verschiedenen Muttersprachen zeigt sich unter anderem auch in den Feldzeichen, die bei mehrsprachigen Truppenkörpern in zwei Sprachen beschriftet sind. Ein sprachliches Unikum ist das Bündner Infanterieregiment 36 und insbesondere dessen Gebirgs-Füsiliers-Bataillon 91, in dem sogar drei verschiedene Sprachen gesprochen werden, nämlich Deutsch, Italienisch und Rätomanisch.

Der allgemeine Grundsatz in der Behandlung der verschiedenen Sprachen besteht darin, daß der Soldat das Recht hat, in seiner Muttersprache angesprochen zu werden und darin antworten zu dürfen.“ Der Artikel kommt sodann auf die Auswirkungen der gleichberechtigten Anwendung der Sprachen in den einzelnen Bereichen und schließt: „Die Lösungen, die wir in langjähriger Entwicklung gefunden haben, beruhen auf der selbstverständlichen freiwilligen Einordnung und gegenseitigen Rücksichtnahme, die unter so verschieden gearteten Bundesbrüdern unerlässlich sind. Letztlich liegt ihnen die Erkenntnis zugrunde, daß in einem gemischten Staatswesen die Minderheiten nur dann gedeihen können, wenn ihnen Rechte gewährt werden, die nicht unerheblich über das hinausgehen, was ihrem rein rechnerischen Anteil entsprechen würde.“

### Walsertreffen in Saas Fee

Anfang September trafen sich Walser aus dem Kanton Wallis mit den Vertretern der seit dem 13. Jahrhundert entstandenen Walserkolonien in der Schweiz, Piemont, Liechtenstein und Vorarlberg. Zwischen Chamonix am Mont Blanc und Galtür in Tirol finden sich verstreut zahlreiche Walsersiedlungen. Bis heute blieb überall das Bewußtsein der Abstammung aus dem Wallis und die Muttersprache, das Walserdeutsch, erhalten. Erstaunlich war, wie die vor 700 Jahren etwa nach Cressoney in Aosta oder Macugnaga im Val Anzasca oder in die Walsertäler in Vorarlberg übersiedelten Walser sich mit jenen im Wallis und Graubünden in der Muttersprache verstanden. Die Zusammenkunft währte eine Woche. Es sprachen Univ.-Prof. Dr. Ilg,

Innsbruck, über die heutige Lage der Walser in Vorarlberg, Prof. Dr. Zinsli über die bedrohten Walser Kolonien über dem Monte Rosa und am Mont Blanc in Piemont und Aosta, Alfons Köberle über Ergebnisse der Walsersforschung, Luise Witzig und Hans Konzett über Walser Trachten, Tita von Oetinger über das Land und die Menschen am Monte Rosa. Eingehend wurden in weiteren Referaten literarisches und volkskundliches Walser Gut behandelt und die gegenwärtige Lage und Gefährdung hochalpiner Siedlungen durch Abwanderung geprüft. Für die Walser in den verstreuten Alpentälern brachte diese gemeinsame Tagung starke Impulse.

### „Svizzera italiana“ eingestellt

Die seit 1941 erscheinende „Rivista di cultura“ „Svizzera italiana“, deren zweite Nummer bereits von der faschistischen Regierung Italiens verboten wurde, stellt mit der Doppelnnummer 151/152 ihr Erscheinen ein. Die Zeitschrift hatte in der deutschen Schweiz ebenso viele Bezieher wie im Tessin. Die Stiftung Pro Helvetia und das Eidgenössische Departement für das Innere unterstützten die Zeitschrift. Der Herausgeber Guido Calgari verabschiedet sich mit einem Bekenntnis zu den geistigen Kräften des Kantons Tessin.

### Fête du peuple jurassien

A Delsberg-Delémont la 15<sup>e</sup> fête du peuple jurassien organisée par le «Rassemblement jurassien» eut lieu le 9 septembre. Dans une conférence de la presse, le Secrétaire général M. Roland Béguelin, déclara que le problème jurassien n'était pas résolu. Il fallait d'abord attendre l'évolution de la réunion des deux Bâle, avant de faire de nouvelles démarches visant à l'indépendance du canton de Berne. A présent tous les efforts de séparation de la minorité allemande dans le Jura, étaient neutralisés. Environ 12.000 personnes prirent part à la démonstration qui eut lieu l'après-midi sous la devise: «La Présence du Jura». Dans la Grand' Rue plusieurs leaders du mouvement jurassien prirent la parole et la résolution d'une pétition jurassienne fut adoptée. «Cette pétition qui sera soumise à la signature non seulement aux habitants du Jura mais aussi aux Jurassiens qui vivent dans d'autres cantons, fera un appel à la Confédération de rendre justice au Jura et de mettre fin à ce conflit séculaire en appliquant les principes du fédéralisme suisse.»

(Neue Zürcher Zeitung, 11. und 12. September 1962.)

### „Staat und Volk in der Schweiz“

Über dieses Thema hielt Prof. Dr. Wilhelm Mannhardt anlässlich der Eröffnung des Sommersemesters 1962 an der Deutschen Burse zu Marburg eine Rede, in der er unter Wiedergabe der Sprachstatistik der Schweiz als solcher und ihrer Kantone hervorhob, daß das Vorbild der Schweiz als Muster der Völkerverständigung nur dann richtig verstanden werden könne, wenn die Schweiz auf die Garantien ihres inneren Friedens hin untersucht werde. Staats- und Kulturgemeinschaft fallen auseinander, aber in der Schweiz besteht der Rechtsgrundsatz, daß der bestehende volkliche Besitzstand unter allen Umständen gewahrt bleiben muß. Es herrscht gewissermaßen das Territorialprinzip und nicht das Bekenntnisprinzip, wenn es um Sprachenfragen geht. Die Rede bietet wichtige, bisher nur selten ausgesprochene Gedanken zum Thema, weshalb wir auf sie aufmerksam machen. Sie kann bei der Deutschen Burse, Marburg a. d. Lahn, Rotenberg 21, bezogen werden.

### SOWJETUNION

#### Deutschunterricht für sowjetdeutsche Kinder

Dozent Ephraim Messerle, Leiter des Lehrstuhles für Phonetik und Grammatik an der Pädagogischen Hochschule für Fremdsprachen in Alma Ata in Kasachstan be-

richtete über den Deutschunterricht für sowjetdeutsche Kinder in der Sowjetunion in der „Neuen Zeitung“ in Budapest am 21. September 1962: „1957 faßte das ZK der KP der Sowjetunion und der Ministerrat einen speziellen Beschluß über die Verwirklichung des Deutschunterrichtes für Kinder deutscher Sowjetbürger. Es heißt darin, daß der Deutschunterricht für deutsche Kinder in allen Schulen eingeführt werden muß, wo nicht weniger als zehn deutsche Kinder lernen. Laut diesem Beschluß beginnt der Deutschunterricht in der zweiten Klasse der Anfangsschule und endet in der achten Klasse. Nach dem Einverständnis der Eltern beginnt der Direktor die Gruppen im Umfange von 15 bis 20 Kindern zu organisieren. Im Stundenplan werden drei Stunden in der Woche für diesen Lehrgegenstand eingesetzt.“

#### La situation des Juifs

Dans une lettre à l'organisation des victimes juives du fascisme dans les Etats-Unis d'Amérique, M. Georgi Korolenko, conseiller de l'ambassade soviétique à Washington, déclare que dans l'Union soviétique il n'y a pas de discrimination du groupe juif ou d'autres minorités. Les citoyens de religion juive occupent une place éminente dans l'Etat. Bien que les Juifs ne constituent que 1,1% de la population, 3,2% de tous les étudiants, 15,7% de tous les médecins, 10,4% des juristes, 8,5% des écrivains et des journalistes et 7% des artistes de l'Union soviétique professent la religion juive.

#### SPANIEN

##### Kataloniens Wille zum Eigenleben

Die jüngsten politischen Auseinandersetzungen in Spanien haben auch erneut den Blick auf die völkischen Sorgen der Basken und Katalanen gelenkt, deren Sprache aus dem öffentlichen Leben verbannt ist. In der Zürcher „Weltwoche“ vom 15. Juni 1962 schreibt François Bondy in dem Beitrag „Kloster Montserrat — der ‚Sinai‘ Kataloniens“ unter anderem:

„Das Kloster ist mit dem Selbstbewußtsein, der sprachlichen und kulturellen Selbstbehauptung der Katalanen innig verbunden und liegt nicht nur geographisch in der Mitte Kataloniens, sondern intellektuell und moralisch im Herzen der Katalanen — und zwar nicht nur der Frommen.

Hier wird von den Mönchen eine Zeitschrift herausgegeben — ‚Serra d'Or‘ —, die zwei Eigentümlichkeiten besitzt: sie unterliegt nicht der staatlichen Zensur, weil das Konkordat geistliche Druckwerke davon befreit, und sie ist katalanisch geschrieben, das heißt in einer Sprache, in der es seit Francos Einzug in Barcelona 1939 keine Zeitung mehr geben durfte und auch alle Versuche, kulturelle Zeitschriften zu gründen, von den Behörden nach jeweils ein oder zwei Heften unterdrückt worden sind. Wenige Buchhandlungen riskieren es, diese einzige katalanische Zeitschrift auszuhängen, in der neben kulturellen Themen auch freimütige Enqueten über den Lebensstandard der Arbeiter zu finden sind, aber Tausende lesen sie doch. Die Zeitschrift ist nur eine von mehreren periodischen Veröffentlichungen, die in Montserrat gedruckt werden, und sie ist ein Zeichen unter anderen für die Arbeit, in der Montserrat sich mit der Wahrung der unterdrückten katalanischen Sprache identifiziert hat.

Seine Paternität, der Abt Escarré, erhebt in entscheidenden Momenten seine Stimme und sie wird weithin gehört. Das geschah im Dezember 1958, als der damalige, natürlich nicht katalanische Gouverneur von Barcelona Acedo Colungo ‚gewisse geistliche Kreise‘ öffentlich beschuldigte, dem ‚katalanischen Autonomismus‘ Vorschub zu leisten. In einer Pontifikalmesse entgegnete der Abt: ‚Die Kirche sagt die Wahrheit. Wenn diese Wahrheit denen, die regieren, nicht bequem ist, so ist es an ihnen, sich zu ändern. ... ‚Katalanisch‘ ist als verfolgte Sprache eine Sprache der Freiheit geworden, und es waren kastilische Studenten, die in den letzten Manifestationen auf der Universität Barcelona Slogans auf katalanisch an die Wandtafeln schrieben, weil eben diese Sprache selbst eine Demonstration ist. Sie wird es auch bleiben, solange keine Schulen, keine Zeitungen, keine Rundfunksendungen in dieser Sprache zugelassen sind.“

#### UNCARN

##### Schulwesen der deutschen Volksgruppe

„Vor 10 Jahren wurde in unserer Volksrepublik auf Grund der marxistisch-leninistischen Nationalitätenpolitik mit dem Ausbau der ungarndeutschen Schulen begonnen. Heute lernen bereits in über 150 Grundschulen 12.000 schwäbische Kinder unter Anleitung von 230 Lehrkräften in drei Wochenstunden ihre deutsche Muttersprache. Der nächste Schritt bezweckte die Errichtung von sogenannten zweisprachigen ungarndeutschen Grundschulen mit Deutsch als Unterrichtssprache in den gesellschaftswissenschaftlichen und mit Ungarisch als Unterrichtssprache in den naturwissenschaftlichen Gegenständen... Wir haben heute drei solche Schulen mit rund 150 Schülern und 20 Lehrkräften. Der Ausbau der ungarndeutschen Gymnasien wurde 1956 mit der Eröffnung des Gymnasiums in Baja begonnen und ist 1957 durch Errichtung von drei weiteren Gymnasien in Budapest, Fünfkirchen und Güns erfolgreich beendet; das in Baja ist seit mehreren Jahren eine selbständige Unterrichtsanstalt, die übrigen sind selbständige Klassenzüge von ungarischen Lehranstalten. In den vier Gymnasien lernen nahezu 600 Schüler, zumeist Kinder ungarndeutscher Arbeiter und Bauern. In diesem Jahr bestanden zum erstmaligen an allen vier Gymnasien Schüler der vierten Klasse die Reifeprüfung. Zahlreiche Schüler, die die Reifeprüfung bestanden haben, werden im neuen Jahr an Universitäten und Hochschulen weiterstudieren... Das dringendste Problem unserer Schulen ist der Mangel an Lehrkräften.“ Das Blatt fordert, daß die ungarndeutschen Eltern helfen, daß am Lehrerseminar in Budapest bzw. Fünfkirchen mehr Lehrkräfte ausgebildet werden, ebenso an der Ausbildungsanstalt für Kindergärtnerinnen in Ödenburg.

(„Neue Zeitung“, Budapest, 31. August 1962.)

##### Für ein ungarndeutsches Kulturmuseum

„Die Volkskunde ist eine der lebensnächsten Wissenschaften, da sie unmittelbar vom Volke lernt und es wieder belehrt. Sie ist berufen, die Eigenarten der Kultur aller Völker zu erschließen und der Nachwelt zu vermitteln. Ein ethnographisches Landesmuseum ungarndeutscher Volkskultur (in der Tolnau, im Komitate Baranya oder in der Umgebung von Ödenburg, also auf schwäbischem Siedlungsgebiet, in dafür geeigneten, in reinem Stil erbauten Bauernhäusern untergebracht) sollte die vereinzelt Bestrebungen von Lehrern, Museologen und örtlichen Funktionären vereinigen... Ein schwäbisches Museum in Ungarn? Nein, es heißt nicht schädlichen Nationalismus schüren. Es bedeutet, daß das Kulturgut der deutschen Nationalität in Ungarn ein Bestandteil der gesamten Volkskultur Ungarns gebildet hat und auch heute die gleiche Rolle zu spielen berufen ist. Das Museum würde Tatsachen des Lebens widerspiegeln, und diese sprechen vom untrennbaren Schicksal des gesamten werktätigen Volkes in der gemeinsamen Heimat.“

(„Neue Zeitung“, Budapest, 21. September 1962.)

##### Nationalitätenfestival im Pinkatal

Am 23. September fand in Croisdorf-Vaskeresztes im Komitat Eisenburg-Vas das siebente Nationalitätenfest im Pinkatal statt, zu dem aus 15 kroatischen, deutschen, wendischen und ungarischen Dörfern Teilnehmer kamen. Es sprachen Abgeordneter Dr. Laszlo Zsigmond, der Generalsekretär des Demokratischen Verbandes der Südslawen in Ungarn, Abgeordneter Milan Ognjenowitsch und Géza Hambuch über die brüderliche Zusammenarbeit der Nationalitäten.

## Materialien

### Pour la défense des langues des minorités

Au Conseil Danois à l'Unesco, Frederiksholms Kanal 26, Copenhague  
Conseil Finlandais à l'Unesco, Högbergsgatan 21, Helsinki  
Conseil Norvégien à l'Unesco, Roald Amundsens vej 1, Oslo  
Conseil Suédois à l'Unesco, Vasagatan 15/17, Stockholm Va

Nous soussignés, professeurs et maîtres de conférences aux universités des pays nordiques\*, sollicitons des Conseils Nordiques à l'Unesco de demander, chacun pour soi ou de préférence de conserve, à l'Assemblée Générale de l'Unesco à Paris de prendre des mesures en vue de la protection des langues qui, pour des raisons politiques ou autres, courent le risque de disparaître avant peu ou vivent dans des conditions trop défavorables pour leur développement.

Il serait souhaitable que l'Unesco désigne un comité de linguistes ayant mission de dresser la liste des langues ainsi menacées de disparition et de proposer des mesures destinées à les sauver. Il serait également opportun que cette proposition émane des pays nordiques: d'une part ces pays comprennent mieux que la plupart des autres le rôle central joué par la langue dans la vie culturelle d'un peuple, d'autre part, aussi petit que soit dans certains cas le nombre de leurs habitants, ils comptent parmi ceux qui font le plus d'efforts pour conserver leurs langues nationales, tout en protégeant les langues minoritaires parlées à l'intérieur de leurs frontières.

De nos jours il existe dans tous les pays ou presque des organisations et des lois pour la protection de la nature. On essaie de sauver de l'annihilation des espèces rares de plantes et d'animaux, et cela, nous ne pouvons que l'approuver. Mais — autant que nous sachions — il n'existe pas une seule association officiellement reconnue se consacrant à la défense des minorités et des peuples naturels en général et à la conservation de leurs langues et de leurs cultures en particulier. Une telle activité ne nous semble cependant pas moins importante que la conservation d'espèces animales et végétales.

Les raisons de cet état de choses sont nombreuses. Celui-ci peut dépendre de l'ignorance du public à l'endroit des peuples et des langues en question. Mais le manque d'intérêt et de compréhension pour les valeurs qui résident dans les langues et les cultures des petits peuples en est sans aucun doute la raison principale. La plupart des peuples dits civilisés, ou de culture, considèrent leur façon de vivre et leur culture comme bien supérieures à celles des petits peuples, et en particulier des peuples naturels. Cela peut être justifié à certains de vue, mais ne donne assurément à aucun peuple le droit d'exterminer d'autres, que ce soit au point de vue culturel ou physique. Il est naturellement inutile de faire remarquer aux Conseils Nordiques à l'Unesco que c'est la politique d'expansion des grands Etats qui constitue l'obstacle empêchant les petits peuples de vivre leur propre vie en accord avec leurs traditions et en conservant leurs langues. Cette politique d'expansion, si l'on ne trouve pas de moyens efficaces pour en limiter les effets, ne peut mener qu'à un seul résultat: l'extermination ou l'assimilation des petits peuples par un seul grand ou par un très petit nombre de grands.

Bien que nous considérions d'habitude notre culture occidentale comme supérieure à celle de beaucoup d'autres peuples, il ne faut pas oublier qu'il n'existe aucun critérium universellement reconnu des valeurs culturelles. Même à la considérer du point de vue de nos normes morales, nous sommes bien obligés de reconnaître que notre culture occidentale présente des traits qui nous font peu honneur mais qui par contre n'existent pas chez les peuples naturels. A ce point de vue ceux-ci se trouvent à un niveau supérieur au nôtre. Citons comme exemple la jeunesse délinquante: ce problème pour nous si plein d'actualité semble être inconnu chez les peuples naturels. Il en est de même du domaine de l'art: les peuples dits de culture ont, depuis plusieurs dizaines d'années, dans une très large mesure emprunté aux peuples naturels. D'un autre côté l'hygiène et la technique sont plus développées chez les peuples de culture que chez les autres. Mais on peut répondre que chez les peuples naturels la forte mortalité pallie la surpopulation d'une façon qui n'est pas plus cruelle que les guerres qui chez nous sont dans une certaine mesure une conséquence de cette surpopulation. Et pour ce qui est de la technique, c'est un fait indiscutable que les méthodes de fabrication mécanique et la spécialisation qui les caractérisent ont entraîné une inquiétante diminution de la faculté de création de l'individu et du plaisir à créer. De plus la politique de vente, dont le but est de vendre le plus possible à des prix aussi bas que possible, a amené une baisse presque ininterrompue de la qualité.

\* «Nordique» en terminologie locale = scandinave.

Tout ceci montre que le salut des petits peuples est une affaire culturelle de la plus grande importance, et nous ne doutons pas qu'un large mouvement d'opinion dans les pays nordiques donnerait son appui à une action en faveur des peuples naturels et encore plus des minorités plus «avancées» au point de vue culturel. Les protestations spontanées qui ont eu lieu plusieurs fois un peu partout en Scandinavie contre la façon dont les Blancs traitent la population de couleur de l'Union Sud-Africaine sont une caution de l'exactitude de cette affirmation.

Si on veut aider les groupes défavorisés, la première question est de savoir comment cela doit être fait.

La solution la plus radicale serait naturellement d'annuler l'article 1 : 2, 7 des statuts de l'ONU et de les remplacer par une clause donnant à l'ONU le droit d'intervenir dans les «affaires intérieures» des Etats. Mais d'abord il est très douteux qu'une telle modification puisse être obtenue, et ensuite il est encore moins vraisemblable que l'ONU réussisse à se procurer l'autorité nécessaire pour réaliser les interventions nécessaires.

Il existe pourtant un domaine dans lequel une action de l'ONU ne se heurterait pas nécessairement à un obstacle insurmontable et qui est d'une importance centrale pour la défense des cultures en question: le domaine de la langue. C'est même le côté le plus important de la question. *La défense des langues des minorités et des peuples naturels est la base sur laquelle doit être établie toute protection de ces catégories de peuples.* S'il en est ainsi, c'est que la langue n'est pas, comme beaucoup de gens l'imaginent à tort, un instrument interchangeable servant à exprimer des concepts et des idées préexistants; elle est au contraire indissolublement liée à ces concepts et à ces idées. Autant de langues, autant de façons de penser.

Il est également inexact de croire, comme on le fait souvent, que les langues des peuples dits de culture sont supérieures à celles des peuples dits naturels. Pour le linguiste, qui est la seule instance compétente en la matière, aucune langue n'est supérieure à une autre, mais chacune a ses valeurs qui lui sont propres. Il est vrai que bien des mots se rapportent au domaine de la science et de la technique font défaut dans les langues des peuples naturels, mais cela tient uniquement à ce que ces peuples n'en ont pas encore eu quand le besoin s'en fera sentir. C'est ainsi que les peuples de culture ont toujours fait et font encore. Par contre la plupart des langues des peuples naturels peuvent exprimer, en particulier quand le besoin s'en fera sentir, ce que ces peuples de culture ne peuvent plus exprimer, et ce qui est des relations entre les idées, des nuances beaucoup plus variées que celles des peuples culturels. On pourrait en donner de nombreux exemples, mais un tel développement ne serait pas ici à sa place.

Puisque langue et pensée sont indissolublement liées, et puisqu'un lien aussi fort existe entre pensée et culture, l'extermination d'une langue entraîne celle de la culture dont cette langue est l'expression. Il ne paraît pas qu'un seul fait puisse être allégué contre cette thèse. Les nègres d'Amérique, qui ont abandonné leurs langues originaires pour adopter l'anglais, ont bien conservé leurs danses et leurs chants populaires, mais rien de plus, et ils n'auraient même pas conservé autant si la pauvreté des Blancs d'Amérique dans ces domaines artistiques n'en avait pas fait des emprunteurs.

Le monde s'appauvrit chaque fois que disparaît une culture. Il est par exemple facile d'imaginer ce que serait la littérature si tous les peuples se mettaient à écrire la même langue. En perdant leur propre langue, les écrivains perdraient le contact avec les traditions de leur pays et partout dans le monde les livres finiraient par se ressembler comme des gouttes d'eau. A certains points de vue il serait indéniablement pratique pour les peuples nordiques d'abandonner leurs langues respectives pour adopter l'anglais. Mais qui accepterait de le faire? Pratiquement personne, car tous sentent instinctivement que langue nordique et culture nordique sont inséparables, sont en fait la même chose. Il en est de même de tous les peuples — que ce soient les Islandais ou les Féroïens, dont les langues sont déjà sauvées; les Catalans, dont la langue sait encore se faire respecter mais est en butte à des tracasseries continuelles; les Esquimaux ou les Lapons, dont les langues sont protégées quoique encore continuellement; ou les Basques et les Aïnois — ces derniers sont protégés quoique encore continuellement; et qui vont vers une mort certaine si on ne fait rien d'efficace pour les sauver.

Le travail de sauvetage que nous réclamons ici est urgent. Chaque dizaine d'années voit disparaître plusieurs des langues les plus petites du globe et, si cette tendance n'est pas enrayée, on constatera sous peu la mort de langues même relativement importantes. C'est ainsi qu'on a calculé qu'avant 40 ans le basque parlé dans les provinces françaises du même nom n'existera plus, et la situation est encore plus menaçante pour ce qui est de l'aïnois.

Pour prévenir tout malentendu ou toute interprétation malveillante de notre thèse, nous soulignons que nous ne prétendons aucunement que les petits peuples n'aient pas besoin d'apprendre la langue de leurs voisins numériquement plus importants ou une autre «grande»

langue. Il est utile pour la plupart des gens de savoir plusieurs langues, et c'est toujours et pour tous un gain culturel certain. Mais la question du maintien des langues des petits peuples ne se traduit pas par un «ou» mais par un «et». Que l'on apprenne la langue d'un autre peuple n'implique pas que l'on doive nécessairement abandonner la sienne. Ceci, qui est évident pour nous autres Nordiques, est cependant incompréhensible pour beaucoup des grands peuples.

En résumé nous insistons encore une fois sur les points suivants:  
l'extinction d'une langue, d'une culture et d'un peuple sont une seule et même chose; dans les conditions politiques actuelles, seule la défense des langues, et dans une certaine mesure des cultures, semble réalisable;  
des mesures doivent être prises pour mettre en train le plus tôt possible ce travail de défense.

En conséquence nous demandons aux Conseils Nordiques à l'Unesco, lors de leur prochaine réunion générale en août 1962, de donner leur avis favorable à notre pétition et de décider une action commune à la prochaine réunion de l'Assemblée Générale de l'Unesco le 17 septembre 1962.

Lund, le 1er mai 1962.

<i>Pierre Naert</i> docent à l'Université de Lund (promoteur)	<i>Haldór Halldórsson</i> professeur à l'Université de Reykjavík (corédacteur)	<i>Olof Brattö</i> professeur, Stockholm
<i>H. Bach</i> professeur, Århus	<i>Gerhard Bendz</i> docent, Lund	<i>Nils-Arcid Bringéus</i> docent, Lund
<i>Olav T. Beito</i> professeur, Oslo	<i>Hreinn Benediktsson</i> professeur, Reykjavík	<i>Alf Sommerfelt</i> professeur, Oslo
<i>Torsten Dahl</i> professeur, Århus	<i>S. Linné</i> professeur, Stockholm	<i>Steffen Steffensen</i> professeur, Copenhague
<i>H. W. Donner</i> professeur, Uppsala	<i>K. G. Ljunggren</i> professeur, Lund	<i>N. Sten</i> professeur, Copenhague
<i>Ingemar Düring</i> professeur, Göteborg	<i>Alf Lombard</i> professeur, Lund	<i>Bertil Sundby</i> professeur, Bergen
<i>Søren Egerod</i> professeur, Copenhague	<i>Ivar Lundahl</i> professeur, Uppsala	<i>Sigfrid Svensson</i> professeur, Lund
<i>Lauri Hakulinen</i> professeur, Helsinki	<i>Bertil Maler</i> docent, Stockholm	<i>Mikjel Sörle</i> professeur, Bergen
<i>Hans Hendriksen</i> professeur, Copenhague	<i>Bertil Malmberg</i> professeur, Lund	<i>Gunnar Tilander</i> professeur, Stockholm
<i>Louis Hjelmslev</i> professeur, Copenhague	<i>Julius Mägiste</i> docent, Lund	<i>Knud Tøgeby</i> professeur, Copenhague
<i>Gösta Holm</i> professeur, Lund	<i>Leif Maehle</i> lecteur, Lund	<i>Asko Vilkkuna</i> lecteur, Lund
<i>Erik Holtved</i> professeur, Copenhague	<i>Asbjørn Nesheim</i> professeur, Oslo	<i>Kustaa Viikuna</i> professeur, Helsinki
<i>Osmo Ikola</i> professeur, Turku	<i>Magne Oftedal</i> professeur, Oslo	<i>Veikko Väänänen</i> professeur, Helsinki
<i>Erkki Itkonen</i> professeur, Helsinki	<i>Els Oksaar</i> docent, Stockholm	

<i>Alexander Jóhannesson</i> professeur, Reykjavík	<i>Ivar Orgland</i> lecteur, Lund	<i>Elias Wessén</i> professeur, Stockholm
<i>Custav Korlén</i> professeur, Stockholm	<i>Hans Regnell</i> docent, Lund	<i>Chr. Westergård-Nielsen</i> professeur, Århus
<i>Poul Lindegård Hjort</i> lecteur, Lund	<i>O. R. Reuter</i> professeur, Helsinki	<i>Sten V. Wängstedt</i> docent, Uppsala
<i>Ivar Lindquist</i> professeur, Lund	<i>Peter Skautrup</i> professeur, Århus	

*Liste de langues particulièrement menacées*

le frison dans le nord-ouest de l'Allemagne (mais non en Hollande)  
le sorbe en Lusace (Allemagne Orientale)  
l'écosse (gaélique) dans le nord-ouest de l'Écosse  
le breton en Bretagne  
le basque des deux côtés de la frontière franco-espagnole à l'extrémité occidentale  
la plupart des langues caucasiennes (sauf le géorgien) dans le Caucase  
le samoyède des deux côtés de la partie nord de l'Oural  
les petites langues finno-ougriennes dans le Golfe de Finlande (ingrien, vote; mais pas lestonien).  
sur le lac Onéga (lude, vepse), dans le Golfe de Riga (live) et à l'est de l'Oural (vogoule, ostyak)  
les petites langues turques de Sibérie (altai, baraba, soyot, karagas, koïbal) et du Caucase (koumik, karatchai, nogai)  
le toungouse en Sibérie  
l'oroch, l'oltcha et le gold sur le Bas-Amour  
l'orok de Sakhaline  
le youkagir dans le nord-est de la Sibérie  
le tchoukche, le koryak, le kamtchadal et le gilyak dans l'est de la Sibérie  
l'aïnou dans le nord du Japon  
le tibétain au Tibet depuis l'annexion chinoise  
le brahui dans le Bélouchistan  
les langues des indigènes de l'Australie  
les langues indiennes des États-Unis et de la plupart des autres États américains  
le bochimane et le hottentot en Afrique du Sud.  
L'action que nous demandons doit aussi porter sur les dialectes. C'est d'ailleurs souvent une question de goût si une variété de langue doit être appelée un dialecte ou une langue. Comme exemples de «dialectes» qui se trouvent dans une situation particulièrement menacée. On mentionnera pour l'Europe en tout premier lieu l'occitan (= les dialectes du midi de la France, continuation de la langue d'oc du moyen âge), mais aussi le galicien dans le nord-ouest de l'Espagne, l'istoroumain dans l'est de l'Istrie, le méglénoroumain au nord-ouest de Salonique.

*Theorie und Praxis der Nationalitätenfrage vom Sowjetstandpunkt*

Die Nationalitätenfrage wird von den Kommunisten nur als Teil der politischen grundsätzlichen Kernfrage: „Die Errungenschaften der Diktatur des Proletariats und der Aufbau einer klassenlosen Gesellschaft“ betrachtet. Marx und Engels wiesen darauf hin, daß mit der Beseitigung der Klassengesetze innerhalb der Nationen auch die feindseligen Beziehungen zwischen ihnen verschwinden werden. Bei der Weiterentwicklung dieses Leitsatzes betonte Lenin, daß allein das sozialistische System die Produktion ohne Klassenunterjochung organisiert, den Wohlstand sämtlicher Mitglieder des Staates sichert, somit auch den „Sympathien“ der Bevölkerung freie Bahn schafft und gerade kraft dessen die Annäherung und Verschmelzung der Nationen erleichtert und ungeheuer beschleunigt.

Die große Sozialistische Oktoberrevolution zerschlug die Ketten der nationalen und Klassenunterdrückung. Bereits am 15. November 1917 wurde die „Deklaration der Rechte der Völker Rußlands“ veröffentlicht. Darin wurden die grundlegendsten programmatischen Thesen der Kommunistischen Partei in der Nationalitätenfrage gesetzlich bestätigt. Die Gleichheit und die Souveränität sämtlicher Völker Rußlands, ihr Recht auf freie Selbstbestimmung bis zur staatlichen Abspaltung; Aufhebung sämtlicher und aller möglichen national-religiösen

Einschränkungen und Privilegien, die freie Entwicklung der nationalen Minderheiten und ethnischer Gruppen.

Die jetzigen Ideologen des bürgerlichen Nationalismus und Antikommunismus bemühen sich mit allen Kräften, die Leninsche Nationalitätenpolitik anzuschwärzen und ihr Wesen zu entstellen. Das Leben und die Tatsachen beweisen jedoch unwiderlegbar, daß die Kommunistische Partei seit dem ersten Schritt der Sowjetmacht entschieden und unbeirrt das Prinzip der freiwilligen Vereinigung der Völker auf der Basis des klar ausgedrückten Willens der Mehrzahl deren Werktätigen verteidigte. Die Bildung einer Union der Nationen war Ausdruck der grundlegenden Interessen der Arbeiter, Bauern, aller revolutionären und sozialistischen Kräfte dieser Völker und führte deshalb zum totalen Zusammenbruch aller Versuche der bürgerlichen Nationalisten und ihrer ausländischen Schirmherren, den Sieg der Sowjetmacht in den nationalen Bezirken zu verhindern.

Die Erfahrung der UdSSR bewies, daß nur innerhalb der sozialistischen Gesellschaft die von der früheren Gesellschaftsordnung ererbte wirtschaftliche und kulturelle Ungleichheit der Nationen beseitigt werden konnten, das die wichtigste Voraussetzung ihrer tatsächlichen, nicht aber formellen Gleichberechtigung darstellt.

In den Jahren der Sowjetmacht verwandelte sich das Antlitz der nationalen Randgebiete des Landes zum Nichtmehrwiedererkennen. Gestützt auf die gegenseitige brüderliche Hilfe, vor allem auf die Hilfe des großen russischen Volkes, schufen alle Nationalrepubliken eine moderne Industrie, ihre eigenen nationalen Kader der Arbeiterklasse und der Intelligenz und entwickelten ihre eigene, der Form nach nationale, dem Inhalt nach jedoch sozialistische Kultur.

Die Erfahrungen, die man beim Aufbau des Sozialismus in den nationalen Bezirken der UdSSR sammelte, sind von enormer internationaler Bedeutung und ziehen die Aufmerksamkeit der asiatischen, der afrikanischen und der lateinamerikanischen Völker auf sich. Die augenblickliche Wirklichkeit beweist nachdrücklich, daß der Kapitalismus unfähig ist, die Nationalitätenfrage zu lösen, daß er die Nationen unterdrückt und sie zu Qualen, Leid und Aussterben verurteilt. Deshalb breitet sich in den Ländern, die sich des kolonialistischen Jochs entledigt hatten, die Idee der Notwendigkeit eines nicht-kapitalistischen Entwicklungsweges aus.

Dank der unermüdeten Sorge der Kommunistischen Partei wurden die sowjetischen Nationalrepubliken zum wichtigsten, unlöslichen und gleichberechtigten Teil des volkswirtschaftlichen Unionskomplexes. Mit dem Eintritt der UdSSR in die Periode eines breitangelegten Aufbaus der sozialistischen Gesellschaft begann auch in der Entwicklung der nationalen Beziehungen eine neue Etappe. Sie wird durch eine noch größere Annäherung der Nationalitäten und Erreichung ihrer vollen Einheit gekennzeichnet. Die materiell-technische Basis des Kommunismus bildet das wirtschaftliche Fundament für die weitere Annäherung der Nationen, sie trägt bei zur Entwicklung der wirtschaftlichen Bindungen und zur Vervollständigung der sozialistischen Arbeitsstellung zwischen den sozialistischen Nationalrepubliken sowie der Vertiefung und Erweiterung des Austausches der materiellen und geistigen Reichtümer zwischen den Nationen.

Die Errichtung neuer Industriezentren und die Entwicklung der Transportmittel erhöhen die Beweglichkeit der Bevölkerung und tragen zur Erweiterung des Verkehrs der Völker untereinander bei. Die Volkszählung der UdSSR zeigte, daß sich unsere Republiken aus immer mehr Nationalitäten zusammensetzen. Dies ist ein Beweis dafür, daß in Entwicklungsprozessen der sowjetischen Nationalitäten nicht der Geist einer Teilung und Abkapselung, sondern im Gegenteil der Geist einer immer größeren Annäherung herrscht. Die Völker unseres Landes verfügen über historisch-gebildete Grenzen, eigene Traditionen und eigene Kultur, aber sie werden durch gemeinsames Interesse vereint und sie haben ein und dasselbe Ziel: den Aufbau des Kommunismus. Deshalb verliert für sie die Grenzfrage ihre ehemalige Bedeutung. Vor einigen Jahren wurde es z. B. für zweckmäßig befunden, die Krim, die bis dahin zur RSFSR gehörte, der Ukrainischen SSR anzugliedern. Diese Maßnahme wurde sowohl von den Ukrainern als auch von den Russen unterstützt. Kasachstan übergab freiwillig die Bostandykij-Region an Usbekistan und Usbekistan übergab dem brüderlichen Tadschikistan große Landstriche, die an diese Republik grenzen.

Sämtliche Fragen der gegenseitigen nationalen Beziehungen, die im Laufe des kommunistischen Aufbaues entstehen, löst die Partei vom Standpunkt des proletarischen Internationalismus, auf der Grundlage der strikten Durchführung der Leninschen Nationalpolitik. Die Partei läßt weder die Ignorierung noch die Schürung der nationalen Besonderheiten zu.

Die Sprachenpolitik unserer Partei kann als Beispiel dienen, wie Lenin an die Lösung der nationalen Probleme heranging. Die Vertiefung und Erweiterung der wirtschaftlichen und kulturellen Zusammenarbeit der Völker der UdSSR stellt scharf die Frage einer sprachlichen Verständigung ihres zwischenationalen Verkehrs auf. Die russische Sprache begann

faktisch diese Funktion zu erfüllen. Die Stellungnahme unserer Partei zu diesem Prozeß wurde im Programm der KPdSU wie folgt dargelegt: „Der im Leben fortlaufende Prozeß des freiwilligen Studiums der russischen Sprache, parallel zum Studium der eigenen Muttersprache, ist von positiver Bedeutung, weil dies den gegenseitigen Erfahrungsaustausch erleichtert und jeder Nation und Völkergruppe erlaubt, an den kulturellen Errungenschaften anderer Völker der UdSSR und an der Weltkultur teilzunehmen.“

Lenin hatte tausendmal recht, als er sagte, daß die große und mächtige russische Sprache es nicht nötig hat, unter dem Knüttel gelernt zu werden. Aus den Ergebnissen der letzten Volkszählung ist ersichtlich, daß über 10 Millionen Menschen nichtrussischer Nationalität die russische Sprache ihre Muttersprache nannten.

In unserem Lande sind die Rassensegregation und -diskriminierung undenkbar. Die Einschränkung der Rechte eines Menschen wegen seiner Zugehörigkeit zu einer Nationalität oder Rasse wird bei uns als kriminell strafbares Verbrechen, gesellschaftsgefährdende Handlung und schwerste Verletzung unserer moralischen Grundsätze geahndet.

Dieses große und edle Gefühl wird besonders prägnant im Leben unserer ruhmreichen Sowjetsoldaten ausgedrückt. Die Sowjetarmee ist eine feste und zusammengeschweißte, viele Nationalitäten umfassende militärische Familie. Die Vertreter verschiedener Völker genießen während des Wehrdienstes die hervorragende Schule der internationalen Erziehung. Im Leben der Sowjetstreitkräfte vollzieht sich genauso stürmisch wie im Leben unseres ganzen Landes der Prozeß einer weiteren Annäherung der Nationen.

Die Freundschaft und die Einheit der Sowjetvölker, die unverbrüchliche Gemeinschaft der Länder des sozialistischen Lagers sind ein hervorragender Vorteil des Sozialismus, die Gewähr unserer künftigen Siege beim Aufbau des Kommunismus.

Gafurov, Korr. Mitglied der Akademie der Wissenschaften der UdSSR, in:  
„Krasnaja Swesda“, 17. Mai 1962

#### Entschlüsse der IV. nordischen Samekonferenz

Die Organisationen der samischen (lappischen) Volksgruppe in den drei nordischen Ländern Finnland (Lapin Sivistyssseura), Norwegen (Samisk Selskap) und Schweden (Svenska Samernas Riksförbund) veranstalteten vom 20. bis 23. August in Kiruna in Schweden-Lappland ihre IV. nordische Samekonferenz unter der Schirmherrschaft ihrer Kontaktorganisation Nordisk Sameråd (Nordischer Samerrat), die eng mit dem Nordischen Rat zusammenarbeitet. An der Konferenz nahm der Generalsekretär der FUEV Pool Skadegard teil.

Die Konferenz nahm einstimmig folgende Entschlüsse an:

I. Die nordische Samekonferenz, die mit Genugtuung festgestellt hat, daß der Nordische Rat auf seiner Session in Helsingfors am 22. März 1962 den Regierungen in Finnland, Norwegen und Schweden empfohlen hat (Nr. 13/1962), ein nordisches Organ für Bearbeitung gemeinsamer Fragen der Samen und der Rentierzucht einzusetzen, ist der Auffassung, daß dieses Organ möglichst bald verwirklicht werden soll. Die Konferenz wünscht hiezu festzustellen, daß die Kulturfragen der Samen in unserer Zeit ein umfassendes Anliegen sind, sowie daß ihre wirtschaftlichen Probleme sich nicht auf die Rentierzucht beschränken. Um seine Aufgaben erfüllen zu können, soll daher das geplante Organ derart zusammengesetzt werden, daß es ihm möglich ist, verschiedene Gebiete zu bearbeiten, und zwar durch eine Sektion für allgemeine Samefragen und eine andere für die besonderen Rentierzuchtfragen.

II. Die nordische Samekonferenz fordert die Regierungen in Finnland, Norwegen und Schweden auf, solche Maßnahmen zu unternehmen, daß das Ausüben der Rentierzucht mit der Ausübung ähnlicher Gewerbe gleichgestellt wird. Die Rentierzucht erleidet großen Schaden durch Katastrophen wie durch Hungertod, Raubtiere, Lawinen u. dgl. Die Regierungen in Finnland, Norwegen und Schweden sollen für Entschädigung Sorge tragen. — Die Konferenz gibt dem Wunsch Ausdruck, daß eine nordische Zusammenarbeit in bezug auf die Planung der Entwicklung und Forschung der Rentierzucht sowie auf die Marktöglichkeiten möglichst bald verwirklicht werde.

III. Die nordische Samekonferenz fordert die Regierungen in Finnland, Norwegen und Schweden auf, je in ihrem Lande die Fragen des juristischen Rechts der Samen auf Boden, Wasser und andere Naturvorkommnisse durch Rechtswissenschaftler analysieren zu lassen, so daß herrschende Unklarheit beseitigt werde. Die hierzu beauftragten Rechtswissenschaftler dürfen in der Ausführung ihres Auftrages zusammenarbeiten, weil trotz einer unterschiedlichen Rechtsentwicklung in den drei Ländern die Probleme verwandt sind.

IV. Die nordische Samekonferenz fordert die Regierungen in Finnland, Norwegen und Schweden auf, Samen in solche Delegationen einzusetzen, die Fragen, die die Samen angehen, beraten sollen.

V. Die nordische Samekonferenz fordert die Regierungen in Finnland, Norwegen und Schweden auf, den Samen in den verschiedenen Ländern ihre direkten gemeinsamen Beziehungen zu erleichtern.

VI. Die Fragen der Ausbildung der Jugendlichen und der Erwachsenen sind sehr wichtig. Es dreht sich sowohl um Ausbildung zur rationalisierten Rentierzucht als um Umschulung zu anderen Tätigkeiten, wenn die Umstände dafür sprechen. — Eine Zusammenarbeit Schule-Kulturarbeit-Forschung ist ganz unerlässlich. Die Idee eines nordisch-samischen Instituts — die bereits auf der Jokkmokker Konferenz 1953 erhoben wurde und auch bei der Nordkalottkonferenz in Kiruna 1962 Anklang gewann — soll verwirklicht werden. — Die samischen Traditionen und die Kenntnis der Samen an Rentierzucht sollen gewahrt, durch systematisches Wissen gefördert und mit den Erfahrungen in bezug auf Rationalisierung der Rentierzucht integriert werden. — Der Schutz der Sprache soll intensiviert werden. Die schwerere Lösung hinsichtlich Behandlung der sprachlichen Minderheiten darf als Vorbild der samischen Kulturpolitik im Norden zur Wahrung ihrer Sprache und Kultur dienen.

VII. Wirtschaftliche, organisatorische und kulturelle Fragen bilden verschiedene Seiten desselben Problemkomplexes der Samen. Nicht zuletzt die wirtschaftlichen Probleme sollen gründlich und ernsthaft behandelt werden. Hier treten in den Vordergrund vor allem die Fragen des Rechts auf Verwertung der Natur, der Kommunikationen und des Grenzhandels, die besonders dringlich sind. Die Konferenz fordert den nordischen Samerrat auf und beauftragt ihn, die in dieser Hinsicht notwendigen Maßnahmen zu unternehmen.

VIII. Da die Vorschriften in bezug auf den zollfreien Grenzhandel teilweise verschieden und teilweise widersprechend sind in Finnland, Norwegen und Schweden, da die Bevölkerung in gewissen Gemeinden an den Landesgrenzen keine Zollfreiheit genießt, und die Vorschriften über zulässige Waren im Grenzhandel voneinander abweichen, fordert die Konferenz den nordischen Samerrat auf und beauftragt ihn, die Möglichkeiten einer Koordinierung und Liberalisierung dieser Vorschriften zu untersuchen mit dem Ziele, auch der Bevölkerung in Gemeinden, die heute kein Recht auf zollfreien Grenzhandel hat, dieses Recht zu sichern sowie bei den zuständigen Behörden die in dieser Hinsicht nötigen Vorstellungen zu machen.

Sk.

## Literaturberichte

Paul Grieger: La caractérologie ethnique-Approche et compréhension des peuples. (Presses universitaires de France, 1961.) Prix: 18 NF.

De formation toute récente, l'ethnopsychologie est encore une discipline en gestation. Elle s'est surtout manifestée jusqu'à présent, par la production, sous des formes plus ou moins littéraires, de thèses fort disparates, parfois même contradictoires, impliquant presque toujours des jugements de valeur. Certes, une science digne de ce nom comporte toujours un ensemble de lois ayant une portée aussi générale que possible et des méthodes assez éprouvées pour servir dans tous les cas d'instruments de travail; tel n'est point justement le cas de l'ethnopsychologie, qui, faute d'une structuration suffisante, n'a pu, ni s'élever au rang de discipline véritablement scientifique, ni même faire l'objet d'un enseignement universitaire classique. De rares tentatives — dont il serait abusif de dire qu'elles ont été couronnées de succès! — ont été amorcées pour la dégager de ce subjectivisme où elle demeure enlisée, par des chercheurs de bonne volonté. Parmi ceux-ci, deux se sont particulièrement signalés à l'attention des spécialistes par des oeuvres dignes de quelque intérêt: nous voulons parler de G. A. Heuse qui publia en 1953 un ouvrage fort complet de méthodologie: «La psychologie ethnique», et surtout de Paul Grieger qui vient de faire paraître aux P. U. F. un important ouvrage: «La caractérologie ethnique-Approche et compréhension des peuples».

Disciple du regretté R. Le Senne, Grieger a naturellement abordé en caractérologie l'étude de l'ethnopsychologie. Son livre, préfacé par Edouard Morot-Sir, présente un panorama assez exhaustif de cette discipline (Définitions, typologie, méthodologie, résultats) pour qu'on puisse le considérer comme un ouvrage de base; il comprend deux parties essentielles.

Dans la première, l'auteur expose «les données fondamentales de la caractérologie ethnique»: commençant par donner un certain nombre de définitions de ces données, il présente ensuite ses méthodes de travail ainsi que quelques postulats, et achève ce chapitre, consacré à

la méthodologie, en faisant ressortir fort justement, tout comme le fit Heuse il y a quelques années, la nécessité de la vocation synthétique de l'ethnopsychologie. La première partie se termine par un chapitre consacré à l'ethnotypologie. Après avoir défini ce concept nouveau, Grieger en recherche succinctement les fondements biologiques et mésologiques. La deuxième partie de l'ouvrage apporte les premiers résultats d'ordre général, lesquels furent obtenus par toute une série d'enquêtes, dont l'auteur nous donne, pour commencer, un aperçu succinct. Celui-ci annonce ensuite qu'il classe les ethnotypes en quatre grandes catégories: les introvertis — les extravertis — les perpétuels — les fluctuants. Ensuite il consacre un chapitre à l'étude détaillée de chacune d'elles.

Le grand mérite de Grieger a été de dégager la notion d'ethnotype, fournissant ainsi à l'ethnopsychologie une de ses données les plus caractéristiques. Son ouvrage, exposé et rédigé de façon très claire, se lit toujours avec intérêt d'un bout à l'autre. Les thèses qu'il présente sont toujours étayées d'exemples concrets, ce qui en facilite la compréhension pour le lecteur en lui évitant les difficultés d'un langage abstrait.

Nous aurons toutefois un certain nombre de critiques à formuler, dont quelques-unes sont importantes:

En premier lieu, l'auteur commet l'erreur d'appliquer à la caractérologie ethnique les catégories que Le Senne utilisa jadis dans ses recherches de caractérologie individuelle: Le psychisme d'un individu, en effet, peut être fort différent, parce que plus évolué, plus intégré que le psychisme du groupe auquel cet individu appartient; donc rien ne prouve, a priori, que la psychologie collective n'est pas justiciable d'une autre typologie que celle utilisée pour la psychologie du groupe auquel cet individu appartient; donc rien ne prouve, a priori, que la psychologie collective n'est pas justiciable d'une autre typologie que celle utilisée pour la psychologie individuelle. D'autre part, en admettant que cette transposition d'un même ensemble de catégories, d'un individu au groupe, soit légitime, il n'est nullement démontré que la mentalité d'un individu, si représentatif qu'il soit de l'ethnie à laquelle il appartient, soit identique à celle de l'ethnotype correspondant. Bien au contraire! La mentalité du Français moyen, dont on sait qu'il est terre à terre, bourgeois, égoïste, n'est guère conforme à celle de l'ethnotype français, idéaliste, aux idées libérales et généreuses.

Comparé au Français moyen, réaliste, souvent désinvolte et arrogant, l'Allemand moyen est plutôt timide, guindé, sentimental, et s'efforce de passer inaperçu en société. Par suite d'un phénomène de compensation, la situation s'inverse lorsque ces individus agissent dans le cadre de leurs groupes ou ethnies respectives: l'ethnotype allemand est audacieux, dynamique, voire agressif, alors que son homologue français est plutôt sentimental et sacrifiera volontiers les intérêts du pays à des considérations d'ordre humanitaire. On ferait aisément des considérations analogues en opposant le Français à l'Anglais, etc. ...

De telles différences entre les moyennes des données caractérologiques individuelles et les ethnotypes correspondants sont plus importantes qu'on ne le croit, elles peuvent se manifester sur le plan de la réactivité, sur celui de l'aptitude au travail et par voie de conséquence sur l'efficacité, le rendement; elles se manifestent également dans le domaine axiologique, les attitudes de l'individu envers les valeurs étant toutes différentes de celles du groupe, et dans le domaine de l'organisation ... et nous en passons!

L'erreur de Grieger a été précisément de ne pas tenir compte suffisamment (voire de passer sous silence) de telles différences ou oppositions fondamentales. Il a eu tort de croire que l'ethnotype était une réalité statistique (voir p. 16); s'il en était ainsi, ce dernier serait conforme à la moyenne des données caractérologiques des individus appartenant à l'ethnie considérée. Or nous venons de voir qu'il n'en est rien!

Nous adresserons maintenant un autre grave reproche à l'auteur de «La Caractérologie ethnique» car il eut tort d'exposer une typologie confuse et illogique:

En effet, les 4 grandes catégories d'ethnotypes qu'il présente (introvertis, extravertis, perpétuels et fluctuants) ne s'excluent pas mutuellement, comme il serait logique qu'elles le fissent, ce qui entretient ainsi la confusion. Aussi longtemps qu'on fait abstraction du facteur: temps, la typologie de Jung est suffisante, quoique simpliste, pour définir des données psychologiques spatiales, de caractère permanent (attitudes psychiques, modes stéréotypés de comportement); en tout cas, elles s'excluent mutuellement et sont suffisamment exhaustives pour former un système logique, du moins tant qu'on se contente de la seule réalité spatiale. Grieger a cru bon d'enrichir ce système en ajoutant deux catégories supplémentaires, essentiellement et même exclusivement temporelles: les perpétuels et les fluctuants. Il a donc, en quelque sorte, déplacé le problème, puisqu'il a considéré les différents types caractérologiques dans leur réalité spatio-temporelle; mais alors, il apparaît qu'une seule de ces catégories est insuffisante pour définir un ethnotype, et l'erreur de Grieger fut de soutenir le contraire.

Nous pensons que pour l'étude caractérologique d'un peuple donné, nous devons associer une catégorie spatiale à une catégorie temporelle. En conséquence, dans la mesure où il est légitime d'utiliser des données similaires à celles de l'auteur, nous estimons que nous devons



tendenzfreie historische Darstellung politischer Auseinandersetzungen an ethnischen Grenzen. Die beiden anderen Bücher befassen sich ebenfalls mit dem deutsch-slavischen Grenzstreifen, diesmal aber mit seinem Schicksal während des nächsten, des Zweiten Weltkrieges, mit dem Entstehen der Oder-Neiße-Linie. Vor allem der Dokumentenband liest sich spannend, da alle Phasen der Entwicklung, von Stalins Wunsch nach einer „Westverschiebung“ Polens (Curzonlinie) über Churchills Gutheißung einer Zwangsaussiedlung der deutschen Bevölkerung aus Schlesien und Ostpreußen bis zu den späteren, aber verspäteten amerikanischen Bedenken dagegen in diesen Dokumenten plastisch hervortreten. Wiederum zeigt sich, daß Kriege in diesem Jahrhundert stets auch mit der Vergewaltigung von nationalen Minderheiten und ethnischen Gruppen bis zur Zwangsaussiedlung solcher Gruppen verbunden sind. Alle vier Bücher verdienen die Aufmerksamkeit jener, denen an einem „Europa der Vaterländer“ gelegen ist, womit wir nicht gerade das De Gaulle'sche Wort meinen, sondern ein Europa, in dem jedem Kulturvolk (ethnos) das Leben in seiner Heimat (pays des ancêtres) gesichert ist.

Theodor Veiter

Juliusz *Microszewski*, Kehrt Deutschland in den Osten zurück? Polen — Deutschland — Europa. Colloquium Verlag, Berlin 1961. 112 Seiten.

Die vorliegende Arbeit, von dem wegen anderer Arbeiten zum Thema vielberufenen Armin *Droß* aus dem Polnischen übersetzt, hat einen scharf antikommunistischen geistigen Führer des heutigen Exilpolentums zum Autor. Kurz gesagt, verfißt dieser Autor in dem Buch die These, daß es zwischen dem polnischen und dem deutschen Volk nur dann Versöhnung und Frieden geben kann, wenn das deutsche Volk und seine Verantwortlichen die Oder-Neiße-Linie als unabänderlich anerkennen, wie auch Polen die Curzon-Linie als unabänderlich anerkennen müsse. Das heutige Polen sei ein Staat, frei von irgendwelchen nationalen Minderheiten, und müsse innerhalb dieser Grenzen ein reiner Nationalstaat bleiben (S. 30). Man verliere das Anrecht auf Boden und Heimat, wenn man de facto dort nicht mehr anwesend sei (S. 28). Diese Zitate mögen genügen. Vr.



**GENOSSENSCHAFTLICHE ZENTRALBANK**  
AKTIENGESELLSCHAFT WIEN I, HERRENGASSE 1

Alle Bankgeschäfte

DAS SPITZENINSTITUT DES RAIFFEISENSEKTORS

## VERTREIBUNG, ZUFLUCHT, HEIMAT EXPULSION, REFUGE, DOMICILE

Wissenschaftliche Ergebnisse des 11. Kongresses  
der Forschungsgesellschaften für Flüchtlingsfragen AER/AWR 1961  
in Saloniki und Athen

Bearbeitet von  
Theodor Veiter (Feldkirch/Wien)

232 Seiten Ganzleinen S 196.—, DM 29.60

Der vorliegende Band III der Abhandlungen zu Flüchtlingsfragen, die die Fürst Franz Josef von Liechtenstein-Stiftung herausgibt, enthält einen erheblichen Teil der wissenschaftlichen Ergebnisse des 11. Jahreskongresses der Forschungsgesellschaften für Flüchtlingsfragen — AER, Sitz Strassbourg, und AWR, Sitz Vaduz —, worunter insbesondere wichtige juristische Ergebnisse zum Menschenrecht auf die Heimat erarbeitet wurden. Diese Ergebnisse haben schon bisher, obwohl nur teilweise veröffentlicht und bekanntgeworden, international Aufsehen hervorgerufen und werden wissenschaftlich weiter ausgebaut. Besondere Beachtung verdienen auch die griechischen Flüchtlingsprobleme, die hier erstmals außerhalb Griechenlands einem breiten Fachpublikum nahegebracht werden.

Aus dem Inhalt:

- Rogge, Heinrich  
Thesen zur Kodifikation des Rechts auf die Heimat und des Schutzes vor Vertreibung
- Rabl, Kurt  
Verhütung unfreiwilligen Wohnsitzwechsels. Zur Frage der Gewährleistung der Freiheit des Aufenthalts nach dem für Europarat-Mitglieder geltenden Völkerrecht
- Veiter, Theodor  
Die Flüchtlingsvolksgruppe. Ein Beitrag zum Grundrecht ethnischer Gruppen auf ihre Heimat
- Constantopoulos, Dimitrios  
Die Menschenrechte und die Flüchtlinge
- Wierer, Rudolf  
Zur Revision der Flüchtlingskonvention vom 28. Juli 1951
- Grahl-Madsen, Atle  
Expulsion of Refugees
- Vexliard, Alexandre  
Les migrations et les problèmes de la personnalité marginale
- Delivanis, Dimitrios  
La contribution du rétablissement des réfugiés à l'intensification de l'activité économique
- Poulantzas, E.  
The Rehabilitation of the Refugees as a National and Social Problem
- Ludowici, J. W.  
Entwicklungshilfe — Flüchtlingshilfe
- Negreponti-Delivanis, Maria  
Les modes du financement de l'établissement de réfugiés
- Pedroni, Fernando  
Données Statistiques sur la situation actuelle des Réfugiés Nationaux en Italie
- Waris, Heikki  
The Resettlement and Adaptation of Displaced People in Finland
- Antalovsky, Eugen  
Die Flüchtlinge und Österreich
- Neuhoff, Hans  
Entschädigungsregelungen für Vertreibungsschäden
- Agapitidis, S.  
La Grèce du point de vue démographique et économique
- Anghélis, Jean  
Le rétablissement des réfugiés civils, entrés en Grèce jusqu'en 1954
- Michalis, Costas  
Landwirtschaftliche und soziale Probleme Griechenlands nach der Flüchtlingsniederlassung
- Georgacopoulos, C.  
La Croix-Rouge et les Réfugiés Grecs

WILHELM BRAUMULLER — WIEN IX  
Universitäts-Verlagsbuchhandlung Ges. m. H.

WALTER SCHÄTZEL — THEODOR VEITER

# HANDBUCH DES INTERNATIONALEN FLÜCHTLINGSRECHTS

(HANDBOOK OF INTERNATIONAL REFUGEE LAW)

VIII und 372 Seiten

Ganzleinen

S 260.—, DM 44.—

Zum Ende des Weltflüchtlingsjahres erscheint *erstmal*s eine umfassende Darstellung des internationalen Flüchtlingsrechts. Das Werk erscheint im Rahmen der *Abhandlungen zu Flüchtlingsfragen*, die die Fürst Franz Josef von Liechtenstein-Stiftung in Vaduz ermöglichte, und für welche im Rahmen der Forschungsgesellschaft für das europäische und für das Weltflüchtlingsproblem (AER/AWR) in vieljähriger Arbeit des Expertenkomitees für Rechtsfragen die Grundlagen geschaffen wurden. Die beiden Herausgeber leiten dieses Rechtskomitee in der AWR, die ihrerseits beim Wirtschafts- und Sozialrat der Vereinten Nationen den Konsultativstatus B erhalten hat.

Die insgesamt 13 Autoren aus acht verschiedenen Ländern, die an diesem Sammelwerk mitgearbeitet haben, können als hervorragende Fachleute auf den ihnen zur Bearbeitung übertragenen Gebieten gelten. Die Herausgeber haben darauf geachtet, daß der gesamte Bereich des internationalen Flüchtlingsrechts und seiner geschichtlichen Voraussetzungen dargestellt wird, um so der völkerrechtlichen Praxis und allen jenen, die in den Staaten der westlichen Welt mit den leider noch auf lange Sicht hin aktuell bleibenden Flüchtlingsproblemen zu tun haben, einen *juristischen Leitfaden* für die Lösung der Probleme an Hand des geltenden internationalen Rechts zu bieten.

## Aus dem Inhalt:

Soder, Josef	Aus- und Einwanderungsfreiheit (Freedom of Emigration and Immigration)
Gogolák, Ludwig von	Umsiedlung unerwünschter Volksgruppen (Resettlement of Undesirable Ethnic Groups)
Wierer, Rudolf	Asylrecht (The Law of Political Asylum)
Schätzkel, Walter	Staatsangehörigkeit (Nationality)
Münch, Fritz	Zum Personalstatut der Flüchtlinge (On the Personal Status of Refugees)
Veiter, Theodor	Der internationale Eigentumsschutz der Flüchtlinge (The International Protection of Refugee Property)
Rabl, Kurt	Recht auf Heimat und Recht auf Rückkehr (The Claim to a Home Country and the Right to Return)
Schmieden, Werner von	Die Flüchtlingshilfe des Völkerbundes (Refugee Aid under the League of Nations)
Weis, Paul and Jahn, Eberhard	Die Vereinten Nationen und die Flüchtlinge (The United Nations and the Refugees)
Golsong, Heribert	Der Beitrag des Europarates zur Lösung des Flüchtlingsproblems (The Contribution of the Council of Europe towards a Solution of the Refugee Problem)
Coursier, Bruno Henri	L'aide aux réfugiés (Refugee Aid)
Aghababian, Raphael	L'intégration des réfugiés (The Integration of Refugees)

---

WILHELM BRAUMÜLLER · WIEN IX · STUTTGART

Universitätsverlag Ges. m. b. H.

Erscheinungsort Wien  
Verlagspostamt Wien 68  
P. b. b.